

ATIONS UNIES  
SSEMBLEE  
ENERALE



GENERAL  
A/1387  
22 septembre 1950  
ORIGINAL: FRANCAIS

Cinquième session

ANCIENNES COLONIES ITALIENNES  
RAPPORTS DES PUISSANCES  
ADMINISTRANTES DE LA LIBYE

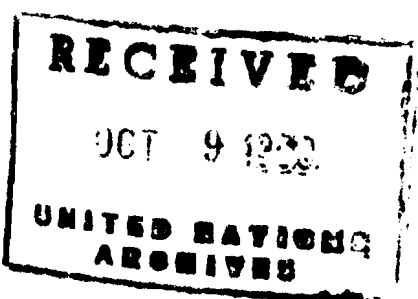
*Lettre en date du 13 septembre 1950 adressée par le  
Ministère des Affaires étrangères de la République  
française au Secrétaire général, transmettant le  
rapport annuel du Gouvernement français sur l'ad-  
ministration du Fezzan*

Paris, le 13 septembre 1950

Le paragraphe 10 de la section A de la résolution 289 (IV) relative à la question du sort des anciennes colonies italiennes prévoit dans son alinéa c) que les Puissances administrant les territoires de la Libye adresseront à l'Assemblée générale un rapport annuel.

J'ai l'honneur de vous faire parvenir, au nom du Gouvernement français, deux exemplaires des rapports concernant le Fezzan.

(signé) V. BROUSTRA  
Ministre plénipotentiaire  
Directeur du Secrétariat des Conférences





# RAPPORT ANNUEL

du

GOUVERNEMENT FRANÇAIS

à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES

sur

**l'Administration du FEZZAN**

---

Année 1950

## TABLE DES MATIÈRES

PRÉAMBULE .....	5
CHAPITRE I. — EVOLUTION POLITIQUE.....	7
A. Etablissement d'un régime transitoire.....	7
B. La population du Fezzan.....	9
C. L'intégration des Fezzanais dans l'administration.....	15
D. L'organisation des « djemaa ».....	18
Annexes : Textes des décrets et décisions prises au Fezzan depuis le vote de la résolution du 21 novembre 1949.....	20
CHAPITRE II. — FINANCES ET BUDGET.....	29
A. Considérations générales.....	29
B. Prévisions de budget pour 1950.....	29
C. Les impôts .....	30
D. Avances et prêts consentis annuellement par la puissance administrante.....	30
Tableaux annexes .....	31
CHAPITRE III. — AGRICULTURE .....	39
A. Tableau des productions : dattes, céréales.....	39
B. Tableau des importations et des exportations agricoles annuelles.....	40
C. Elevage .....	40
D. Note sur le régime foncier de la propriété.....	41
CHAPITRE IV. — COMMERCE .....	43
Annexe : Tableaux statistiques.....	44
CHAPITRE V. — TRAVAUX PUBLICS.....	47
A. Hydraulique .....	47
B. Routes et pistes.....	47
CHAPITRE VI. — EDUCATION ET ENSEIGNEMENT.....	49
CHAPITRE VII. — HYGIÈNE ET SANTÉ PUBLIQUE.....	53
A. Considérations générales .....	53
B. Marche et composition des services actuels.....	54
C. Matériel .....	54
D. Statistiques .....	54
E. Soins aux femmes et aux enfants.....	56
F. Personnel médical.....	57
G. Législation sanitaire et mesures générales.....	57
H. Services sanitaires.....	57

<b>CHAPITRE VIII. — CONDITION SOCIALE.....</b>	<b>59</b>
A. Prévoyance .....	59
B. Relèvement des classes inférieures.....	60
C. Groupement d'achat du Fezzan.....	61
D. Droits des individus et libertés fondamentales.....	61
E. Condition des travailleurs.....	61
Annexe : Note sur la revision des contrats de « djebbad ».....	63
 <b>CHAPITRE IX. — MISE EN VALEUR DU FEZZAN.....</b>	 <b>65</b>
A. Agriculture .....	65
B. Le problème de l'eau.....	66
C. Aspects politiques.....	68
D. Problème des palmiers.....	69
E. Cultures nouvelles.....	69
F. Le commerce .....	70
G. Le trafic routier.....	70
H. Le trafic aérien.....	71
I. Activités économiques diverses :	
élevage .....	72
artisanat .....	73
industries diverses.....	73
K. Conclusion .....	75

---



## PRÉAMBULE

---

Dans l'étude des efforts entrepris et des résultats obtenus au Fezzan par la puissance administrante, il ne faut jamais perdre de vue qu'il s'agit d'un territoire purement saharien. Population saharienne, ethniquement très mêlée, mi-sédentaire, mi-nomade, demeurée à un niveau de vie assez bas et dont les besoins sont limités par la modicité même des ressources ; économie saharienne, sous la dépendance tyrannique de l'eau, de production médiocre et dont le moindre développement nécessite des appropriations de capitaux trop souvent disproportionnées avec les résultats à attendre. Lorsque l'on parle de cultures, au Sahara, il s'agit toujours de jardins, de parcelles de superficie extrêmement minime, jamais de champ. Aussi les indications chiffrées que l'on trouvera dans ce rapport doivent elles être considérées avec l'optique saharienne, qu'il s'agisse des superficies de terres rendues à l'agriculture, de la production de céréales ou encore de développement social. Leur modicité est à l'échelle même du pays.

\* \* \*

On trouvera dans le rapport de la Commission d'enquête sur les anciennes colonies italiennes établi en 1948 (vol. 11 — Libye), l'essentiel des informations de base concernant le Fezzan. Elles n'ont pas été reprises ici.

Le présent rapport s'attache :

- 1° A compléter les indications contenues dans le document mentionné ci-dessus ;
  - 2° A indiquer les mesures prises au Fezzan en applications de la résolution des Nations Unies du 21 novembre 1949 ;
  - 3° A exposer les projets élaborés par l'administration française en vue d'assurer le développement rationnel du territoire.
-





## CHAPITRE PREMIER

---

### EVOLUTION POLITIQUE

#### A. Etablissement d'un régime transitoire

En application de la résolution de l'Assemblée Générale des Nations Unies du 21 novembre 1949 un régime transitoire a été mis en place au Fezzan depuis le début de 1950. Il vise à assurer une plus large participation de la population locale à la gestion des affaires publiques, compte tenu de la situation particulière du territoire. Celui-ci, en effet, est très vaste et comprend des zones de peuplement séparées par de grandes étendues désertiques. Ses habitants, de races différentes, de coutumes variées, sont encore diversifiés par leur mode de vie : sédentaires, nomades semi-nomades (1). Il convient également de noter qu'il n'existe aucun centre urbain important dans le territoire.

Aux termes d'une décision du Résident de France au Fezzan, en date du 24 janvier 1950, les chefs et les djemaa - (2) de villages ont été invités à se réunir dans leurs chefs-lieux respectifs pour désigner trois représentants pour chacune des 17 moudiriats et trois pour la circonscription de Ghadames. Ces délégués, convoqués en Assemblée, à Sebha, le 12 février, ont procédé à l'élection du chef du territoire.

Le Bey Ahmed Seif en Naceur a été élu, à l'unanimité des 58 représentants. Les délégués des Touareg ont, toutefois, refusé de s'associer à cette élection, mettant en avant leur volonté de maintenir l'intégrité de leurs liens avec la confédération des Ajjer à laquelle ils appartiennent. A la suite de cette consultation le Bey Ahmed Seif en Naceur a été proclamé chef du territoire du Fezzan.

La seconde étape a été la mise en place, par décision du Résident de France du 12 février d'un régime provisoire pour le territoire. Il comporte essentiellement :

1° Des dispositions concernant la constitution des pouvoirs publics, selon lesquelles le Bey Ahmed Seif en Naceur chef du territoire sera assisté dans sa tâche gouvernementale par 3 à 6 conseillers fezzanais, 8 conseillers adjoints et une Assemblée consultative composée des représentants élus des « djemaa » et des tribus nomades.

2° La définition de la compétence reconnue aux nouveaux pouvoirs publics fezzanais dans les questions de politique, d'organisation et d'administration intérieures.

3° L'énumération des pouvoirs réservés au Résident pendant la période transitoire et qui portent principalement sur les relations extérieures et la défense de Fezzan (3).

---

(1) Voir B : La population du Fezzan.

(2) Voir D : L'organisation des « djemaa »

(3) On trouvera en annexe le texte des décisions du Résident et des décrets du Chef du territoire, ainsi que la charte du régime provisoire du Fezzan.

Par décret du 16 février 1950, le Bey Ahmed Seif en Naceur a nommé les conseillers et conseillers adjoints suivants :

Conseiller à l'intérieur et à la Justice :

Hadj Hamouda ben Tahar

Conseiller aux Affaires économiques, agricoles et financières :

Naceur ben Salem

Conseiller à la Santé et à l'Instruction Publique :

El Mehdi ben Ahmed

*Conseillers adjoints :*

Do ben el Hadj Mohammed  
Mohammed Lamir ben Mohammed  
Hadj Ali ben Mohammed Bedioui  
Nacer ben Tahar ben Brahim  
Cherif Ali ben Mohammed  
Belgacem Bouguila  
Tahar ben Abdallah Djerari  
Chaikh Mabrouk ben Ali.

Ces derniers forment un conseil administratif restreint chargé d'assister le Bey Ahmed et ses conseillers pour toutes les questions relatives à la vie intérieure du territoire.

Par décrets du même jour ont été créés :

1<sup>o</sup> Un corps de police chargé d'assurer la sécurité intérieure, ayant à sa tête un fezzanais : Salah ben Salem ben Abdennebi.

2<sup>o</sup> Des emplois de caïds pour chacune des quatre subdivisions du territoire. Ont été affectés à ces postes :

dans le Chatti : Mohamed ben Abdallah el Ayatt ;  
à Mourzouk : Ahmed ben Hadj Senoussi Sofou ;  
à Ghadames : Si el Mahdi ben Hadj Mohammed ;  
à Sebha-Oubari : (poste vacant-titulaire non encore désigné).

L'Assemblée consultative s'est réunie à Sebha les 14 et 15 mars pour discuter d'un certain nombre d'affaires intérieures. Sur une demande présentée par les délégués de Ghadames elle a procédé à la désignation du représentant du Fezzan au Conseil des Dix. Le choix s'est porté sur Ahmed ben Hadj Senoussi sofou caïd de Mourzouk.

Enfin le Bey Ahmed a procédé, le 24 juillet, après avis de son Conseil, à la nomination de sept personnalités chargées de représenter le Fezzan au Comité préparatoire des 21 :

Ali ben Abdennebi el Maghtouf  
Taher ben Abdallah el Djerari  
Mohammed Othman ben Ahmed Sid  
Belgacem ben Lamir Bouguila  
El Hadj Ali ben Mohammed Bedioui  
Ahmed ben Mohammed Tebouli  
Si el Mehdi ben Hadj Mohammed Hiba

L'organisation politique et administrative au Fezzan comprend donc maintenant :

- I chef du territoire assisté d'un Conseil,
- I assemblée consultative

et, dans chaque subdivision :

- I *ḥāid*,
- des moudirs,
- des chefs de village,
- des « djemaa » de village ou de tribu.

On ne saurait parler, à propos du Fezzan, d'une « libyanisation des services » puisqu'en raison même du très petit nombre de représentants de la puissance administrante sur le territoire les Fezzanais n'ont jamais cessé d'occuper les emplois administratifs, judiciaires, etc... Il s'agit en fait, dans un pays très peu évolué, d'initier tout d'abord un certain nombre de personnalités à la pratique des affaires modernes et de les familiariser avec les responsabilités qu'entraînera l'évolution politique du territoire. C'est à cette tâche que s'emploient les administrateurs français, tant à Sebha où siège le Conseil que dans les subdivisions.

## B. LA POPULATION DU FEZZAN

### a) Généralité

Le Fezzan est le lieu d'aboutissement de trois grands groupes de nomades. Ce sont :

1° *Au Nord et au Nord-Ouest.* — Des tribus de langue arabe et de religion islamique ; dont certaines fractions sont actuellement sédentarisées dans la région du Chatti.

2° *A l'Ouest.* — Des touareg, appartenant à la grande confédération des Ajjerg, de race et de langue berbère, superficiellement islamisés (Oraghen, Imanghassaten, Tin, Alkoum). D'effectif réduit, ils ont conservé leur structure sociale et leurs coutumes originelles. Certaines fractions sont à demi sédentarisées dans la partie Ouest de l'Ouadi Ajal et dans l'Ouadi Atbâ.

3° *Au Sud-Est.* — Les toubous, de race noire et de dialecte soudanais, complètement islamisés. Ce sont à peu près les seuls vrais nomades du Fezzan.

D'autre part, les villages des oasis du Fezzan sont l'habitat permanent des sédentaires. Ceux-ci, de langue arabe et de religion islamique, sont le produit du mélange des races arabe, berbère et Soudanaise. Leur couleur varie du blanc le plus pur au type négroïde le plus marqué en passant par toute la gamme du métissage. Ils portent en propre le nom de Fezzanais.

### b) Nomades

Les nomades basés au Fezzan ou y ayant des intérêts se répartissent en quatre grands groupements.

#### 1° *Les Nomades de la Guibla*

La Guibla est une région située entre le Djebel Nefoussa, Gharian et Mesellata d'une part, le Chatti d'autre part. Elle comprend deux régions naturelles : la Hammada à l'Ouest et la tête

des grands oueds tripolitains à l'Est. Cette dernière région, la seule fertile, est disputée entre les différents groupes des nomades de la Guibla, parmi lesquels on trouve :

a) *Les Nomades basés dans le Chatti*. — (Megarha, Hothmane, Gouayd, Zouayd et quelques Zentan). Ils possèdent palmiers et maisons dans le Chatti et nomadisent dans les régions avoisinant le Chatti au Nord, où ils ne dépassent pas la ligne Chouiref, El Gueria, Togba, Sinaouen. Exceptionnellement en cas de sécheresse extrême, ils envoient leurs troupeaux jusqu'au Djebel, en la Syrte ou dans la région de Tarat dans les Ajjer. Seuls les Megarhas ont des terrains de culture dans les grands oueds qui descendent vers la côte tripolitaine, mais ils se confinent dans la zone au Sud de El-Bey et de Rouaous.

b) *Les nomades basés dans le Djebel et le Nord*. — (Zentan, Oulad bou Sif, Mechachia, Orfella), suivent l'axe Nord-Sud mais qui trouvent devant eux les nomades du Chatti. Possesseurs de quelques palmiers dans cette région ils n'y viennent qu'au moment de la récolte des dattes, souvent pour piller.

## **2° Nomades de la Syrte**

Pendant les périodes troublées de son histoire, le Fezzan a été le champ de compétition entre les nomades de la Guibla et ceux de la Syrte. Actuellement on n'y trouve presque plus d'Oulad Sliman, de Guedadfa et autres. Ils ne dépassent guère le Djebel Soda et le Harrouj où les Riach, Soukna et quelques Oulad Sliman ont leurs terrains de parcours.

## **3° Les Touareg**

Les tribus touareg qui nomadisent dans la partie Ouest du Fezzan, appartiennent à la confédération des Ajjer, basée sur le massif de Tassili. Ils sont essentiellement éleveurs de chameaux et caravaniers. On trouve au Fezzan :

a) *Les Oraghen* qui nomadisent dans le Tassili, le Messak et la ramla d'Oubari. Pendant l'hiver, le chef de fraction établit son campement aux environs du puits de Tarambie dans la région d'Oubari. Les Oraghen recensés dans le territoire, au nombre de 1.350, sont des semi-nomades. Environ 300 parmi eux sont complètement sédentarisés dans l'Ajal occidental.

b) *Les Imanghassaten* au nombre de 450 dans le Fezzan, nomadisent du Tassili jusqu'aux environs de Derj, en passant par Oubari Edri et en suivant la bordure Ouest de la Hamada. Au Derj même, ils possèdent quelques jardins.

c) *Les Keltin Alkoun*, tribu maraboutique, vassale des Oraghen, est basée dans l'Ouadi Etba et nomadisent de Chat à Gatroum par l'Oued Aberjou et la Hofra. Ils sont semi-nomades et on en trouve 430 dans le territoire.

d) Quelques représentants très dispersés de tribus Ajjer tels que Imoquarassen, Ibottenaten, Kel Izaban, Indenden et Kel Tadrart.

## **4° Les Toubou**

Les Toubou au nombre de 660, dont environ 200 métissés de Fezzanais, sont complètement sédentarisés dans la région de Gatroum ; ils nomadisent dans le Ben Gnenema et le Tebesti où ils sont en relation constante avec le noyau Toubou dont ils ont la race, la langue et les mœurs. Caravaniers, ils écoulent une grande partie de leurs denrées sur les marchés de Gatroum et de Mourzouk.

### C. SEDENTAIRES

Désignés uniformément par le terme de Fezzanais, les Sédentaires forment la partie la plus nombreuse de la population (32.000) environ. Provenant d'un fond berbère blanc, renforcée par une immigration d'arabo-berbère et fortement métissée de noirs, cette population comporte toute la gamme du métissage.

Provenant d'un amalgame de races, ces sédentaires sont loins d'avoir un type unique. Cependant bien qu'ayant conservé leur dialecte maternel (Tamalaq dans l'Ajal, Haoussa ou Kanori à Mourzouk, Toubou à Gatroum), les Fezzanais parlent l'arabe et sont tous musulmans. Ils se classent entre eux en deux catégories, selon leur origine réelle ou supposée :

Ahrar ou hommes libres.

Chouachina ou descendants d'esclaves.

En fait, on peut classer ces sédentaires en deux grandes catégories d'après leur niveau de vie :

La bourgeoisie plus ou moins fortunée qui trouvait jadis de beaux bénéfices dans le commerce caravanier entre le Soudan et la côte et possède actuellement la plupart des jardins.

La plèbe qui travaille les jardins, souvent pour le compte de la bourgeoisie et dont le travail est régi par les tels contrats coutumiers que son niveau de vie est anormalement bas.

Les sédentaires fezzanais sont groupés dans des villages bâtis dans des vallées où la proximité de la nappe phréatique leur permet de se livrer à la culture. Leur activité est presque entièrement dirigée vers l'agriculture (palmiers, céréales et légumes), le commerce n'intervenant que pour une faible part.

### D. DONNÉES STATISTIQUES SUR LES POPULATIONS

1° **Population totale** : 42.280 habitants (en 1947)

2° **Répartition de la population totale**

a) *Entre les subdivisions administratives*

Le Chatti compte 16.700 habitants répartis comme suit par moudiriats :

Moudiriats sédentaire de Brak : 4.990

Moudiriats semi-nomade de Megarha : 2.100

Moudiriats des Hassaouna : 3.010

Moudiriats sédentaire de Bergen : 3.150

Moudiriats sédentaire de Edri : 3.450

La subdivision de Sebha-Oubari compte 13.700 habitants, dont la répartition par Moudiriats est la suivante :

Moudiriats de Djeddid : 4.500

Moudiriats de Bend-Baya : 3.080

Moudiriats d'Oubari : 4.320

Moudiriats nomade Oraghen : 1.350

Moudiriats nomade Imanhassaten : 450

La subdivision de Mourzouk compte 10.880 habitants, répartis comme suit par moudiriats :

Moudiriat de Mourzouk : 2.590  
Moudiriat de Traghen : 2.030  
Moudiriat d'Oum El Aranej : 1.440  
Moudiriat de Zouila : 1.210  
Moudiriat de Gatrom : 1720 (avec les Toubou)  
Moudiriat de l'ouadi Etba : 1.890 (avec les Touaregs)

b) *Entre les régions naturelles*

Le Chatti compte 16.700 habitants  
Le Bouanis 1.300 —  
La Région de Sebha 3.200 —  
L'Ouadi Ajal 9.200 —  
L'Ouadi Etba 1.890 —  
La Hofra 4.620 —  
La Cherguyia 2.650 —  
Gatroum 1.720 —

c) *Répartition par races*

Les Sédentaires Fezzanais sont le résultat d'un mélange de races (arabe, berbère et fezzanais). Bien que des Toubou et quelques Touareg soient complètement sédentarisés, ils figurent dans le tableau ci-dessous sous la rubrique "Toubou" ou "Touareg"

Subdivisions	Fezzanais	Toubou	Touareg	Arabo-Berbères
Chatti .....	8.800			7.900
Sebha-Oubari .....	11.900		1.800	
Mourzouk .....	9.790	660	430	
Totaux .....	30.490	660	2.230	7.900

d) *Répartition par langues*

Tous les habitants du Fezzan, nomades, compris, sont de langue arabe. Les Toubou et les Touareg sont bilingues. Ils ont en effet conservé leur langue maternelle, Teda pour les Toubou et Tamachaq pour les Touareg

e) *Répartition par religion*

Tous les indigènes Fezzanais sont de religion islamique.

f) *Répartition d'après le mode de vie :*

Au Fezzan, on trouve des sédentaires qui sont la majorité, des nomades purs, très peu nombreux, et des semi-nomades, qui, tout en tirant la plus grande partie de leurs ressources de l'éle-

vage, ont également des jardins ou au moins des palmiers et des maisons où ils vivent une partie de l'année. Le tableau suivant donne une répartition par subdivision de ces catégories :

Subdivisions	Sédentaires	Semi-Nomades	Nomades
Chatti .....	8.800	7.900	
Sebha-Oubari .....	12.200	1.500	
Mourzouk .....	10.000	430	450
Totaux .....	31.000	9.830	450

g) *Répartition par classes sociales :*

1<sup>o</sup> *Populations urbaines :* il n'existe pas de centres urbains.

2<sup>o</sup> *Populations rurales :* la population sédentaire des villages peut se répartir en cinq classes d'après le degré de richesse :

Les trois premières catégories qui forment la classe pauvre et même misérable de la population fezzanaise groupent 75 % de la population totale, les moyens propriétaires 20 % et les gros propriétaires moins de 4 %.

La conséquence de cet état des fortunes est que le commerçant est souvent le personnage le plus important du pays, bien qu'il soit souvent un étranger récemment émigré. Après lui viennent les personnages religieux (chorfas et marabouts) et les nomades ; le reste, qui constitue la grande majorité, est surtout préoccupé de sa subsistance et jusqu'à l'installation de l'administration française n'était jamais invité à donner son avis sur quoi que ce soit.

## TRIBUS

Le système qui régit la vie des nomades est le système tribal. La tribu est la réunion autour d'un noyau, racial d'origine, d'éléments disparates, sorte de vassaux que l'on peut appeler la clientèle. Pratiquement de nos jours, tous ces éléments vivent sur un pied d'égalité.

A la tête de chaque tribu ou fraction de tribu nomade se trouve un chef, toujours homme très respectable, choisi par les membres de sa tribu, généralement dans la même famille en tenant compte de son âge, de son expérience ou de sa sainteté. Son autorité est incontestée sauf parfois par le prétendant rival. En revanche tous les membres de la tribu sont toujours traités par lui avec beaucoup d'équité. Chez les Touareg, la structure interne de la tribu obéit aux lois du matriarcat.

La classification des tribus entre elles se fait davantage en tenant compte de leur ardeur guerrière et de leur aptitude au nomadisme que de leur degré de richesse. C'est ainsi qu'au Fezzan on pourrait classer les nomades dans l'ordre suivant :

En premier lieu : les Toubou qui n'ayant pas de besoins sont les seuls vrais nomades.

En deuxième position : les Imanghassaten, les Zentan et les Megarha qui vivent une partie de l'année dans les villages.

Enfin toutes les tribus à demi sédentarisées : Gouayd, Hothanen, Oraghen.

Leur répartition en classes dirigeantes et vassales est donnée dans les tableaux qui suivent :

Subdivisions	Gros propriétaires	Moyens propriétaires	Petits propriétaires	Ouvriers agricoles	Djebbad
Chatti.....	79	166	607	313	287
Sebha-Ouhari....	95	629	604	662	450
Mourzouk.....	45	460	428	915	218
Totaux .....	219	1.255	1.639	1.890	955

*Le Djebbad* : (appelé Rebaa au Chatti) est le tireur d'eau. Il est lié à son propriétaire par un contrat de dettes pour un salaire égal au tiers de la récolte (un quart jusqu'en 1946). Ne possédant rien, son salaire lui permettant à peine de subsister, il lui est impossible de se racheter. L'action de la puissance administrante a tendu à améliorer son sort et à supprimer cette forme déguisée de l'esclavage, en contraignant les propriétaires à lui verser le tiers de la récolte au lieu du quart et en rachetant ses dettes (voir Chapitre VIII sur la condition sociale et la note annexe).

*L'ouvrier agricole* : qui ne possède que les quelques outils nécessaires au travail dans les jardins, est un associé à un propriétaire pour un salaire un peu plus rémunérateur que celui de Djebbad. Son niveau de vie est également très bas.

*Le petit propriétaire* : ne possédant qu'un seul jardin qu'il cultive lui-même et qui lui permet de vivre misérablement avec sa famille.

*Le moyen propriétaire* : n'est guère plus riche que le précédent. Cependant il ne travaille pas et vit du produit du travail d'un seul Djebbad ou ouvrier agricole avec qui il est associé et auquel il fournit la semence et les instruments de travail.

*Les gros propriétaires* : forment la seule classe aisée du pays. Ils vivent du produit de plusieurs jardins qu'ils font travailler par des Djebbad et des ouvriers agricoles. Parfois, ils y ajoutent le produit d'autres activités (commerçants et fonctionnaires).

Classes	Megarha	Has/na	Hothman	Zouayd	Gouayd	Zentan	Oulad B. Sif
Dirigeants ....	910	685	327	70	150	107	150
Vassaux .....	1.690	1.665	923	380	550	293	
Totaux.....	2.600	2.350	1.250	450	700	400	150

*Tribus Touareg* : les Kel Tin Alkoun sont des vassaux (Imrad) des Oraghen :

	Oraghen	Imanghassaten	Kel Tin Alkoun
Dirigeants .....	250	240	—
Clientèle .....	800	210	430
Totaux .....	1.050	450	430

*Toubou* : 450.



### E. Emigration :

L'émigration des Fezzanais a lieu principalement vers la Tripolitaine (la moitié environ), puis dans l'ordre, la Tunisie et la Cyrénaïque qui sont les trois pôles principaux d'attraction. Le plus fort contingent est fourni par le Chatti (3/4) qui est pourtant la région la plus favorisée au point de vue de l'hydraulique.

Le tableau suivant donne, par subdivision administrative, le nombre des émigrés :

Subdivisions	Vers la Tripolitaine	Vers la Cyrénaïque	Vers la Tunisie	Divers Soudan Egyptien
Chatti .....	646	164	277	14
Sebha .....	54	52	69	6
Mourzouk .....	42	63	64	24
Totaux .....	742	279	410	44

Dans la majorité des cas, c'est l'homme adulte seul qui s'expatrie laissant au pays toute sa famille. Cette émigration est donc temporaire (2 ou 3 ans) et même saisonnière comme dans les Moudiriats de Traghen, Oum el Araneb et Zouila. Les Fezzanais ainsi expatriés travaillent comme jardiniers ou manœuvres et rentrent au pays dès qu'ils ont pu acheter quelques effets et constituer un petit pécule

## C. L'INTÉGRATION DES FEZZANAIS DANS L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE

### Situation sous l'administration italienne

Dans le domaine administratif les Italiens ont appliqué au Fezzan, les mêmes règles qu'en Tripolitaine et en Cyrénaïque, division du pays en un certain nombre de petits districts, ayant chacun à leur tête un fonctionnaire appointé, le mudir. Celui-ci était assisté d'un kateb (secrétaire). Sa compétence était limitée et il devait en référer en permanence à l'autorité italienne. En fait, son activité se bornait surtout à assurer la collecte de l'impôt.

En ce qui concerne la justice, chaque circonscription administrative était également une circonscription judiciaire comportant un qadi, assisté d'un assesseur et d'un huissier.

Enfin, en matière de santé et d'hygiène, un certain nombre d'infirmiers fezzanais avaient été entraînés à tenir les infirmeries de villages.

### Administration française

#### A. PÉRIODE 1943-1949

Les mesures prises dès le début de l'occupation française ont été inspirées par le désir de développer au Fezzan une administration autonome et à confier le maximum de postes à des Fezzanais.

## I - ADMINISTRATION

De 1943 à 1949 l'organisation administrative *française* au Fezzan comprend :

1<sup>o</sup> Un gouverneur militaire chargé d'établir le budget du territoire, d'élaborer un programme de travaux publics, de diriger l'économie et d'assurer le maintien de l'ordre. Il est assisté d'un adjoint.

2<sup>o</sup> Trois officiers, commandant chacun une des trois subdivisions : Chatti, Sebha-Oubari et Mourzouk, avec trois officiers interprètes.

La charge de ce personnel incombe entièrement au budget français.

Les mesures administratives suivantes ont été prises :

a) La fonction de mutessarif (équivalente à celle de gouverneur local) existant lors de l'occupation turque, et supprimée par les Italiens, a été rétablie. Toutefois, alors que ce fonctionnaire, dans l'organisation administrative ottomane était essentiellement chargé d'assurer la collecte de l'impôt, les attributions du nouveau mutessarif ont été considérablement élargies : il sert d'arbitre dans les conflits entre tribus, donne des instructions aux mudirs, a compétence pour toutes les questions culturelles musulmanes et conseille les autorités françaises dans l'administration du territoire.

b) Les mudirs ont été maintenus, mais leurs attributions ont été étendues. Le mudir est fonctionnaire d'autorité dans sa mudiriât. Il constitue véritablement l'administrateur direct du territoire. Il a compétence pour régler tous les différends locaux, avec référence obligatoire au qadi pour les questions de statut personnel musulman et à l'autorité française pour les affaires criminelles.

Les 17 mudirs du territoire sont des fonctionnaires musulmans recrutés sur place. Ils perçoivent leur traitement sur le budget local. Celui-ci est de 156.000 francs par an. Chacun d'eux est assisté d'un kateb (secrétaire) aux appointements annuels de 61.800 francs et d'un chaouch (policier) qui touche 43.200 francs. Tous ces fonctionnaires ont droit aux allocations familiales qui se montent à 2.400 francs par an et par enfant.

c) A la tête de chaque village ou fraction de tribu se trouve un cheikh, désigné par la population. Les chioukh assistent le mudir dans toutes les questions intéressant leur village ou les intérêts particuliers de leurs contribuables. Sans être à proprement parler des fonctionnaires, les chioukh reçoivent sur le budget ordinaire une indemnité annuelle de 3.000 francs.

d) Un essai de création d'un échelon administratif intermédiaire entre les mudirs et l'administration française a été fait en 1945. Un caïd, surveillant et coordonnant l'action de tous les mudirs d'une circonscription a été nommé à Sebha-Oubari. Cette expérience ayant donné de bons résultats, l'institution a été étendue au reste du territoire.

## II. JUSTICE

La justice est exercée par les qadi qui ont compétence pour toutes les questions de statut personnel et de droit musulman.

Le territoire est divisé en trois ressorts de mahakma, correspondant à chacune des circonscriptions administratives.

Le personnel de la justice musulmane comporte :

3 qadi .....	au traitement annuel de	156.000 francs
6 assesseurs.....	—	61.800 —
3 aoun .....	—	43.200 —

Traitements auxquels il convient d'ajouter les allocations pour charges de famille mentionnées plus haut et une indemnité de responsabilité de caisse de la mahakma.

### III. ENSEIGNEMENT

Il est traité longuement de cette question au Chapitre VI.

En ce qui concerne le personnel local, des moniteurs musulmans, susceptibles de donner l'enseignement en arabe et en français, ont été recrutés. Leur nombre a varié d'une année à l'autre. Il est actuellement de 6. Chacun perçoit un traitement annuel de 64.800 francs plus les allocations familiales.

### IV. HYGIÈNE ET SANTÉ

Dans le domaine de l'assistance médicale des fezzanais ont été recrutés pour aider les médecins français dans leur tâche et tenir les infirmeries de villages.

Ce personnel comprend à l'heure actuelle :

3	infirmiers de 1 <sup>re</sup> classe	au traitement de 84.000 francs
10	— de 2 <sup>e</sup> classe	— 78.000 —
9	— de 3 <sup>e</sup> classe	— 72.000 —

plus une prime éventuelle de technicité et les allocations familiales (voir également Chapitre VII).

### V. DIVERS

L'administration s'est attachée à confier à des Fezzanais le plus grand nombre possible de postes alimentés par le budget ordinaire.

C'est ainsi que la recette postale de Sebha est confiée à un employé aux appointements annuels de 48.600 francs. Un facteur dans chacune des trois subdivisions assure la distribution du courrier et perçoit un traitement annuel de 43.200 francs.

Les jardins-pilotes du territoire sont entretenus par 9 jardiniers locaux percevant chacun 50.400 francs.

L'entretien des bâtiments administratifs est assuré par des employés au traitement annuel de 54.000 francs et la garde par des chaouch qui touchent 97.200 francs.

Le garage et le parc de transport emploient 9 fezzanais au traitement annuel de 60.000 francs.

Tous ces employés ont droit aux allocations familiales.

### B. DEPUIS LE 1<sup>er</sup> JANVIER 1950

A la suite du vote de la résolution des Nations Unies, des modifications sont intervenues dans l'organisation du territoire. La genèse en a été exposée dans la partie A du présent rapport.

On trouvera ci-dessous les chiffres des traitements annuels affectés aux nouvelles fonctions :

1 chef du territoire .....	1.200.000 francs
3 conseillers .....	480.000 —
(chacun plus 120.000 francs d'indemnité)	
8 conseillers-adjoints .....	240.000 chacun
8 secrétaires ... ..	120.000 —
4 caïds .....	360.000 —

Le principe a été admis de verser une indemnité à chacun des membres de l'Assemblée consultative.

## D. L'ORGANISATION DES « DJEMAA »

La « djemaa » est une institution politique organisée de temps immémorial dans toute la Berbérie. Ce vieil organisme traditionnel est formé par la réunion de tous les chefs de famille et constitue une véritable assemblée du peuple. La « djemaa » a tous les pouvoirs et elle ne les délègue pas. Elle est un organe non seulement législatif mais exécutif et parfois judiciaire. Elle est fondée sur le principe que le peuple décide et exécute lui-même ses décisions.

Le système administratif italien avait écarté les « djemaa » et leur avait substitué un régime de « moudirs » fonctionnaires appointés par l'administration et dont l'autorité s'étendait sur un groupe de villages appartenant à une même région naturelle ou sur une tribu ou fraction de tribu nomade.

Les administrateurs français, tout en maintenant l'organisation trouvée en place à leur arrivée, se sont attachés à redonner aux « djemaa » l'importance qu'elles n'auraient jamais dû perdre. Leurs initiatives ont répondu à une double préoccupation : disposer d'organismes politiques de base relativement simples, bien adaptés à la vie du pays et susceptibles de constituer la première armature d'une organisation démocratique du territoire — charger les « djemaa » de contrôler l'activité des moudirs.

A un premier stade il a été décidé que, dans chaque village sédentaire ou fraction de tribu nomade tous les chefs de famille, réunis en assemblée locale éliraient un chef. Celui-ci avait pour tâche d'assister le moudir dans ses fonctions, de le conseiller et de défendre auprès de lui les intérêts de ses contribuables. Ce chef faisait donc figure de véritable délégué municipal. Il ne recevait aucun appointement de la communauté, mais l'administration reconnaissait l'importance de ses services en lui versant une petite indemnité annuelle, tout en se refusant à l'assimiler à un fonctionnaire.

Cette première réforme ayant donné d'excellents résultats, la coutume s'établit, lorsqu'un poste de moudir devenait vacant, de demander aux « djemaa » d'une même « moudiriat », de choisir elles-mêmes un nouveau moudir, l'autorité se bornant à l'investir de ses pouvoirs administratifs.

Les « djemaa » ainsi renouvelées ont retrouvé leur vocation politique véritable lors de la venue de la Commission d'enquête des Quatre Puissances, en 1948. Celle-ci avait demandé que chaque village ou tribu nomade désignât des délégués qu'elle pût entendre. C'est aux « djemaa » que revint ce choix. L'on peut dire que toute la population mâle du territoire : propriétaires fonciers, commerçants, ouvriers agricoles et même les « djebbad » pour la première fois sans doute dans l'histoire du Fezzan, fut appelée à se prononcer sur des problèmes intéressant l'ensemble de la communauté et dépassant le simple cadre du village ou de la tribu.

Cette expérience démocratique fut complétée lors de la formation de l'Assemblée Consultative du Fezzan, en janvier 1950. Chaque « Djemaa » de village ou de fraction de tribu fut appelée à élire 6 représentants. Les personnalités ainsi choisies se réunirent au chef-lieu de chaque « moudiriat » pour désigner 3 délégués à l'Assemblée.

La population ayant ainsi prouvé l'attachement qu'elle portait à cette institution traditionnelle, l'Assemblée consultative était amenée, le 15 mars, à codifier l'existence des « djemaa ». Elles compteront, désormais, de 4 à 6 membres selon l'importance de la communauté qu'elles seront appelées à représenter. Ceux-ci seront élus par un collège électoral comprenant tous les chefs de famille. Ils désigneront, parmi eux, un président qui assumera automatiquement les fonctions de chef de village ou de fraction de tribu. Les attributions nouvellement définies de

la « djemaa » sont de protéger les intérêts de la population, d'aider le chef de village dans sa tâche, et, plus particulièrement ; dans la répartition de l'impôt, de prendre part à la désignation du moudir qu'elle assiste de ses conseils dans l'administration de la communauté.

Cette résolution, approuvée par le Bey Ahmed Seif en Naceur, a été mise à exécution.

La nouvelle « djemaa », émanation véritable de la volonté de la population, constitue un rouage, qui pour être traditionnel, ne repose pas moins sur des bases essentiellement démocratiques. Elle doit permettre d'assurer l'évolution ultérieure du territoire dans les voies souhaitées par l'organisation des Nations Unies. Dans l'état actuel des choses la seule connaissance que l'on puisse honnêtement concevoir des vœux de la population ne peut s'exprimer que par le truchement des « djemaa » fezzanaïses. Les personnalités qu'elles ont été amenées à désigner pour occuper des fonctions à un échelon plus élevé de la hiérarchie politique sont aussi représentatives que possible de l'opinion de la majorité des habitants du territoire. Tous les efforts doivent être faits pour perfectionner et développer les « djemaa » dont l'importance dans la vie future du pays ne saurait être minimisée.

## **CHAPITRE I (ANNEXES)**

---

### **TERRITOIRE DU FEZZAN**

#### **Décision N° 1**

Conformément aux principes adoptés par l'Assemblée des Nations Unies en ce qui concerne le futur statut des territoires constituant la Libye et les conditions dans lesquelles l'indépendance de ce pays devra être réalisée.

Soucieux de faire participer largement la population du Fezzan aux affaires publiques.

Le Résident de France au Fezzan décide ce qui suit :

Les Chefs de Subdivisions réuniront dans les meilleurs délais les Chefs et Djemaas des villages de chaque Moudiriat au Chef-lieu de la Moudiriat.

Cette Assemblée de Moudiriat désignera trois représentants qui devront se rendre à Sebha le 12 février, pour choisir le Chef du Territoire du Fezzan.

A Fort-Leclerc, le 24 janvier 1950

Le Résident de France au Fezzan

---

### **TERRITOIRE DU FEZZAN**

#### **Additif à la décision n° 1**

Etant donné l'organisation de la Circonscription de Ghadamès qui est nettement différente de l'organisation administrative du Fezzan, puisqu'elle compte quatre Moudiriats pour une population d'à peine 5.000 personnes,

Dans un but d'équité dans la représentation des populations à la désignation du Chef du territoire, le Résident de France au Fezzan décide ce qui suit :

Les Chefs et Djemaas des villages de la Circonscription de Ghadamès désigneront trois représentants en vue de la désignation du Chef du Territoire, qui aura lieu à Sebha le 12 février 1950.

Le Chef de Circonscription pourra faire représenter les minorités Touareg par un délégué.

A Fort-Leclerc, le 25 janvier 1950.

Le Résident de France au Fezzan

## **TERRITOIRE DU FEZZAN**

### **Décision N° 2**

Vu la décision n° 1, convoquant à Sebha le 12 février 1950 une Assemblée restreinte pour choisir le Chef du Territoire du Fezzan.

Vu le Procès-verbal de la séance, établi à l'issue de la réunion, le 12 février 1950 à 11 heures, par lequel l'Assemblée désigne le Bey Ahmed Sif en Naceur à l'unanimité des 58 membres présents, les Touareg ayant décidé de ne pas assister à la réunion.

Le Résident, représentant le Gouvernement Français au Fezzan, proclame Son Excellence le Bey AHMED SIF EN NACEUR Chef du territoire du Fezzan.

A Fort-Leclerc, le 12 février 1950

Le Lieutenant-Colonel SARAZAC

Résident

## **TERRITOIRE DU FEZZAN**

### **Décision N° 3**

**Le Résident, représentant le Gouvernement Français au Fezzan,**

**Vu la décision n° 2 du 12 février 1950.**

### **DÉCIDE**

**Les dispositions du régime transitoire pour le Fezzan dont copie en annexe de la présente décision, entreront en vigueur à compter du 13 février 1950.**

**A Fort-Leclerc, le 12 février 1950**

**Le Lieutenant-Colonel SARAZAC**

**Résident**



## RÉGIME TRANSITOIRE POUR LE FEZZAN

Conformément aux principes adoptés par l'Assemblée des Nations Unies en ce qui concerne le futur statut des territoires constituant la Libye et les conditions dans lesquelles l'indépendance de ce pays devra être réalisée.

Soucieux de faire participer largement la population du Fezzan aux affaires publiques,

Le Gouvernement de la République Française, puissance occupante du Fezzan, a décidé de mettre en place les institutions gouvernementales susceptibles d'assurer une gestion autonome du territoire.

A cet effet, il a confié au Chef du Territoire du Fezzan le Bey AHMED SIF EN NACEUR, la direction du gouvernement.

Le Bey Ahmed sera assisté dans sa tâche par six conseillers locaux ayant compétence pour les affaires intéressant la Justice, les Finances, les Affaires économiques et agricoles, l'Intérieur, la Santé Publique et l'Instruction Publique, et par une Assemblée consultative composée de représentants élus des Djemaas et des Conseils des tribus nomades.

Jusqu'à la fixation définitive du statut des territoires constituant la Libye, le Gouvernement de la République Française se réserve toutes questions concernant les relations extérieures ainsi que la défense du Territoire et, éventuellement l'utilisation des forces de police pour le maintien de la paix et de la Sécurité Publique.

Le Régime transitoire a été établi sur les bases suivantes :

### I. — CONSTITUTION DES POUVOIRS PUBLICS

Le Représentant du Gouvernement Français au Fezzan qui porte le titre de Résident, proclamera le Bey AHMED SIF EN NACEUR, *chef du territoire* du Fezzan. Celui-ci sera assisté dans sa tâche gouvernementale par :

1<sup>o</sup> Six conseillers locaux, choisis par lui pour la Justice, les Finances, les Affaires économiques et agricoles, l'Intérieur, la Santé Publique, l'Instruction Publique.

2<sup>o</sup> Une assemblée consultative composée des représentants élus des djemaas et des conseils des tribus nomades. Elle sera réunie à la diligence du Chef du territoire du Fezzan et du Résident dans les moindres délais.

### II. — POUVOIRS DU GOUVERNEMENT

Pendant la période transitoire le Gouvernement du Fezzan est habilité à traiter les questions de politique d'organisation et d'administration intérieures suivantes :

- a) l'organisation judiciaire
- b) l'organisation de la Police et de la Sécurité intérieure
- c) la mise en place des fonctionnaires
- d) la mise en place de l'Assemblée consultative

- e) l'organisation des djemaas et des conseils des tribus nomades
- f) l'instruction publique
- g) les travaux publics et les voies de communication
- h) les postes et télégraphes intérieurs
- i) la santé publique
- j) les services vétérinaires
- k) l'hydraulique
- l) l'agriculture et l'élevage
- m) les revenus publics et les dépenses

### III. — POUVOIRS RÉSERVÉS

Demeurent réservés au Résident Général pendant la période transitoire :

- a) toutes questions concernant les relations du Fezzan avec l'extérieur y compris le commerce extérieur.
- b) la défense du Fezzan. Au cas où les autorités locales ne pourraient assurer, au moyen des forces de police à leur disposition le maintien de la paix et de l'ordre, le Résident sera habilité à reprendre le contrôle immédiat des services de sécurité et de police.
- c) le contrôle de la navigation aérienne, y compris celui des bases, terrains et installations existant sur le territoire.
- d) toutes questions ayant rapport aux Forces Françaises stationnées sur le territoire.
- e) les communications postales, télégraphiques, radio-télégraphiques et radio-téléphoniques avec l'extérieur.
- f) les questions de monnaie et de change.
- g) la délivrance et le visa des passeports pour l'étranger.
- h) les biens sous séquestre.

Aucun accord ne pourra intervenir au sujet de la prospection ou de l'exploitation des ressources minières du pays sans agrément préalable du Résident.

### IV. — DISPOSITIONS DIVERSES

Des Conseillers Français seront choisis à l'initiative du Chef du Gouvernement et après agrément du Résident pour seconder les conseillers dans la mise en place des institutions nouvelles.

Le français sera considéré comme langue officielle à l'égal de l'arabe.

### V. — MODIFICATION DU RÉGIME TRANSITOIRE

Si les circonstances l'exigent, le Résident pourra, après en avoir conféré avec le Chef du territoire du Fezzan, déroger provisoirement aux dispositions ci-dessus.

## **TERRITOIRE DU FEZZAN**

### **Décision N° 4**

Le Résident, représentant le Gouvernement Français au Fezzan,

Vu la Décision n° 3 du 12 février 1950

Vu le paragraphe 5 du régime transitoire pour le Fezzan.

### **DÉCIDE**

Le paragraphe 1 « Constitution des pouvoirs publics » sera modifié ainsi que suit :

« Celui-ci sera assisté dans sa tâche gouvernementale par :

1° de 3 à 6 Conseillers locaux, choisis par lui pour la Justice, les Finances, les Affaires Economiques et agricoles, l'Intérieur, la Santé publique, l'Instruction Publique, et par 8 *Conseillers adjoints*.

A Fort-Leclerc, le 12 février 1950

Le Lieutenant-Colonel SARAZAC  
Résident

## **TERRITOIRE DU FEZZAN**

### **Décret N° 1**

Nous, Bey AHMED SIF EN NACEUR, Chef du Territoire du Fezzan,

Vu l'alinéa 1 au paragraphe 1 du régime transitoire pour le Fezzan,

### **DÉSIGNONS**

Comme nos Conseillers :

Pour l'Intérieur et la Justice : HADJ HAMOUDA BEN TAHAR.

Pour les Affaires Economiques, Agricoles et les Finances : NACEUR BEN SALEM

Pour la Santé publique et l'Instruction publique : EL MEHDI BEN AHMED

Comme Conseillers adjoints :

DHO BEN EL HADJ MOHAMED      CHERIF ALI BEN MOHAMED  
MOHAMED LAMIR BEN MOHAMED BELGACEM BOUGUILA  
HADJ ALI BEN MOHAMED BDIoui      TAHAR BEN ABDALLAH DJERARI  
NOUR BEN TAHAR BEN BRAHIM      CHEIKH MABROUK BEN ALI

Sebha, le 16 février 1950

Le Chef du Territoire du Fezzan

---

## **TERRITOIRE DU FEZZAN**

### **Décret N° 2**

Nous, Bey AHMED SIF EN NACEUR, Chef du Territoire du Fezzan,

Vu l'alinéa C du paragraphe 2 du régime transitoire pour le Fezzan,

### **DÉCRÉTONS**

1° Un emploi de Caïd est créé dans les Subdivisions du Chatti, de Mourzouk, de Ghadamès et de Sebha-Oubari.

2° Sont nommés à ces emplois :

Dans la Subdivision du Chatti : MOHAMED BEN ABDALLAH EL. AYATT

Dans la Subdivision de Mourzouk : AHMED BEN HADJ SENOUSI

Dans la Subdivision de Ghadamès : SI EL MAHDI BEN HADJ MOHAMED

Dans la Subdivision de Sebha-Oubari : sera désigné ultérieurement

Sebha, le 16 février 1950

Le Chef du territoire du Fezzan

## **TERRITOIRE DU FEZZAN**

### **Décret N° 3**

Nous, Bey AHMED SIF EN NACEUR, Chef du territoire du Fezzan,

Vu l'alinéa b) du paragraphe 2 du régime transitoire du Fezzan,

### **DÉCRÉTONS**

1° Une police chargée de la Sécurité intérieure est créée.

2° Est nommé Chef de cette police :

**SALAH BEN SALEM BEN ABDENNEBI**

Sebha, le 16 février 1950

Le Chef du Territoire du Fezzan

## CHAPITRE II

---

### FINANCES ET BUDGET

#### A. Considérations générales

Aux termes d'une décision prise à Alger par le Comité Français de Libération Nationale du 1<sup>er</sup> septembre 1943, « les dépenses d'administration et de gestion du territoire Fezzan-Ghadamès (autres que les frais d'occupation militaire) et les recettes à en provenir feront l'objet d'un budget annexe à celui des territoires du Sud de l'Algérie. »

Le budget subvient à toutes les dépenses occasionnées par la rémunération du personnel d'administration et du personnel judiciaire, par le fonctionnement de l'assistance médico-sociale et de l'enseignement public, enfin par la mise en place de chantiers de routes, pistes, travaux hydrauliques et bâtiment.

Il comporte un budget ordinaire et un budget extraordinaire.

Le budget ordinaire est alimenté par les impôts, taxes et droits divers, la vente du natron exploité en régie et, à partir de 1947, par des recettes provenant de la vente à l'extérieur de séries de timbres-poste « Fezzan ». Les ressources du budget ordinaire sont insuffisantes pour couvrir les dépenses d'entretien et de vie courante du pays. Pour les exercices 1948 et 1949, l'excédent des dépenses sur les recettes ressort au budget ordinaire, respectivement à 3.611.904 francs et 16.268.099 francs déficit comblé grâce à des subventions du Gouvernement Français.

Les dépenses extraordinaires, entièrement couvertes par les avances de trésorerie du Gouvernement Français concernent le paiement des émoluments du personnel européen et l'équipement du pays (Travaux d'hydraulique, aménagement des voies de communication, etc.). L'importance du budget extraordinaire a été relativement minime de 1944 à 1946, années consacrées à des études topographiques, géographiques et géologiques du territoire. Ce n'est qu'à dater de 1947 qu'a commencé la mise à exécution d'un plan systématique de cinq ans de forages hydrauliques à faible profondeur. Les grands travaux d'aménagement de pistes ont été également entrepris à partir de cette même date. Les dépenses sont passées de 310.159 francs en 1946 à 7.193.207 en 1947, 15.116.094 en 1948 et 16.931.009 en 1949.

Au cours d'une nouvelle période de cinq ans, commençant en 1952, sont envisagés des sondages et forages à grande profondeur qui impliqueront des dépenses beaucoup plus élevées.

#### B. Prévisions de budget pour 1950

Dans les prévisions du budget de 1950 les recettes ordinaires figurent pour 33.950.000 francs, dont 10.000.000 provenant de la vente des timbres à l'étranger. Les dépenses ordinaires se chiffrent à 40.657.000 francs, laissant apparaître un déficit de 6.707.200 francs.

Le montant des dépenses extraordinaires est de 106.763.365 francs auxquelles il faut ajouter 13.000.000 de prêts, soit au total 119.763.365 francs entièrement à la charge du Trésor français. Une subvention du gouvernement français sera affectée aux postes suivants :

Construction d'immeubles.....	35.000.000
Aménagement des nouveaux services .....	30.000.000
Forages de puits .....	30.000.000
Aménagement de pistes.....	5.000.000
Personnel européen.....	7.000.000
Déficit du budget ordinaire ... ..	6.000.000

L'augmentation considérable des dépenses en 1950 est imputable à la mise en place de nouveaux organismes politiques et à l'exécution d'une première tranche de travaux de construction de nouveaux bâtiments et d'aménagements hydrauliques. Des dépenses s'accroîtront encore au cours des années à venir, à mesure que l'organisation politique et administrative du pays se développera et se complètera. Il est évidemment nécessaire de trouver des recettes nouvelles pour pallier le déficit de plus en plus important du budget.

### C. Les impôts

Les impôts directs sont perçus sur les récoltes :

a) Pour les dattes le montant est de 5,75 % de la récolte estimée par la commission de recensement, dont 0,75 % à titre de rémunération pour la dite commission. L'impôt sur les dattes a rapporté 7.086.605 francs en 1948 et 3.000.000 en 1949, année où la récolte a été spécialement déficitaire.

b) Pour les céréales, le montant de l'impôt est de 6 % de la récolte estimée, dont 1 % à titre de rémunération de la commission de recensement. Le produit a été de 2.188.980 francs en 1948 et de 2.500.000 francs en 1949.

Dattes et céréales sont collectées par les moudirs conformément aux chiffres donnés par les commissions de recensement. Les taux d'imposition sont uniformes. Toute production inférieure à 100 kilos est exemptée de l'impôt.

Une note annexe donne le détail des divers impôts indirects perçus au Fezzan ainsi que leur taux.

Les impôts directs ont été maintenus à un taux relativement bas en raison de la situation économique précaire de l'ensemble de la population. Elle marque, cette année, une nette amélioration. En 1950, pour la première fois, les Fezzanais disposeront, en dehors des dattes, de produits excédentaires à vendre. On peut espérer pouvoir procéder, dans un proche avenir, à une augmentation des impôts directs qui permettrait d'équilibrer le budget ordinaire sans recourir à la vente des timbres.

### D. Avances et prêts consentis annuellement par la puissance administrante

L'agriculteur fezzanais, manquant généralement d'argent liquide, vend son blé à la récolte pour se procurer vêtement et thé. Il s'ensuit, pour lui, une période difficile qui couvre les mois d'hiver, mars et avril. Il lui arrive même souvent de vendre les quantités qui lui seraient indispensables pour ensemen- ses terres lors de la campagne suivante. Aussi l'administration a-t-elle été amenée pour pallier ces inconvénients, à consentir des prêts de diverses natures.



1° Prêts de semences de céréales. Ces prêts en nature sont consentis sur demande des propriétaires de jardins, transmises par le moulin. Ils doivent être exclusivement utilisés comme semence. Les quantités de céréales avancées sont déterminées sur la base suivante :

jusqu'en 1946 : 16 kgs de blé et 4 d'orge par puits  
 en 1947 : 15 kgs de blé et 8 d'orge par puits  
 en 1948 : 30 kgs de blé et 16 d'orge par puits  
 en 1949 et 1950 : 30 kgs de blé et 16 d'orge par puits

Aucun intérêt n'est exigé par l'administration. Les prêts sont remboursés à la récolte, généralement en nature. Leur montant s'est élevé à :

	1945	1946	1947	1948	1949
Blé .....	472.000	978.000	2.226.000	2.120.000	2.650.000
Orge .....	110.000	202.000	675.000	600.000	700.000
	582.000	1.108.000	2.901.000	2.720.000	3.350.000

2° Prêt de dattes. — Les dattes assurent la subsistance des Fezzanais pauvres pendant l'hiver. Les fruits provenant de l'impôt sont utilisés au moment de la récolte et distribués ensuite en fonction des besoins. Ces prêts, sans intérêt, sont restitués en nature à la récolte suivante. Cette mesure, instaurée en 1945, a permis de distribuer 540 tonnes de dattes pour une valeur :

1946	1947	1948	1949
2.000.000	1.400.000	1.200.000	1.200.000

3° Prêts agricoles en espèces. — Des prêts annuels, en espèces, sans intérêt, sont consentis aux agriculteurs pour l'extension et l'amélioration de leurs jardins (forages artésiens, installations de pompes, etc.). Ces prêts sont remboursables à la récolte suivante, en nature ou en espèces selon les disponibilités des intéressés. Le montant des prêts ainsi alloués s'établit comme suit :

1945	1946	1947	1948	1949
1.500.000	1.700.000	3.000.000	3.000.000	3.000.000

4° Prêts au ravitaillement général du Fezzan. — Pour acquérir aux meilleurs prix les denrées de première nécessité que le Fezzan est dans l'obligation d'importer, et constituer sur place un stock de sécurité de ces mêmes denrées, il a été constitué une sorte de société coopérative dont les fonds de roulement provenaient, en 1947 :

5.000.000 avancés par des commerçants fezzanais participant à ce groupement ;  
 5.000.000 prêts par le Gouvernement Général de l'Algérie ;  
 6.000.000 inscrits au budget local et constituant la participation de l'administration du Fezzan.

Depuis 1944, les chiffres de participation de l'administration à ce financement ont été les suivants :

1944	1945	1946	1947	1948	1949
2.000.000	3.000.000	3.445.700	6.000.000	11.000.000	10.000.000

Un crédit de 10.000.000 est inscrit au budget de 1950.

\* \*

On trouvera, en annexe au présent chapitre :

- 1° Deux tableaux détaillés des recettes et dépenses du territoire en 1948 et 1949 ;
- 2° Trois tableaux résumés des recettes et dépenses budgétaires ;
- 3° Deux tableaux donnant le pourcentage des recettes et des dépenses sur le chiffre total du budget ;
- 4° Une note fixant le taux des différentes taxes indirectes perçues au Fezzan.

# BUDGET DU FEZZAN

## RECETTES

Nature	1944	1945	1946	1947	1948	1949	Prévis. 1950
Recettes du pays..	2.058.978	6.653.832	5.090.873	7.590.165	19.347.621	12.461.577 (1)	23.950.000
Timbres et P. T. T.	—	—	339.817	12.509.862	14.379.387	6.366.587	10.000.000
	2.058.978	6.653.832	5.430.690	20.100.027	33.727.008	18.828.164	33.950.000
Prêts .....	2.000.000	4.300.000	5.145.709	9.200.000	19.000.000	13.000.000	13.000.000
Total .....	4.058.978	10.953.832	10.576.399	29.300.027	52.727.008	31.828.164	46.950.000

(1) Faible récolte de natron et mévente des dattes.

# BUDGET DU FEZZAN

## DÉPENSES

Nature	1944	1945	1946	1947	1948	1949	1950
Dépenses ordinaires (entretien et vie courante) . . . . .	2.216.858	2.830.555	4.705.869	16.248.590	21.222.808	20.155.144	40.657.200
Dépenses extraordinaires (personnel européen équipement) . . . . .	235.445	240.699	310.159	7.193.207	15.116.094	13.931.009	106.763.635
Total . . . . .	2.452.303	3.071.254	5.016.028	23.441.797	36.338.902	34.086.153	147.420.835
Prêts . . . . .	2.000.000	4.500.000	5.145.709	9.200.000	19.000.000	13.000.000	13.000.000
Total . . . . .	4.452.303	7.571.254	10.161.737	32.641.797	55.338.902	47.086.153	160.420.835

# BALANCE

Nature	1944	1945	1946	1947	1948	1949	1950
Excédent de recettes.....	—	3.382.578	414.662	245.610	—	—	—
Subventions pour excédent de dépenses et équipement.....	393.325	—	—	3.587.380	2.611.894	15.257.989	113.470.835 (1)
en + .....	—	3.382.578	414.662	—	—	—	—
en — .....	393.325	—	—	3.341.770	2.611.894	15.257.989	113.470.835

Subvention de la France : 135.075.813  
— 3.797.240  
131.278.240

(1) 35 — Constructions d'immeubles  
30 — Aménagement des services  
30 — Forages  
5 — Pistes  
7 — Personnel européen  
6 — Renflouement

### LE POURCENTAGE DES RECETTES S'ÉTABLIT AINSI

Nature de l'opération	1944	1945	1946	1947	1948	1949
<b>A. Recettes du pays</b>						
1 <sup>o</sup> Impôt blé et dattes.....	13,66	16,75	9,64	8,24	27,51	19,21
2 <sup>o</sup> Taxes .....	42,23	24,53	13,96	15,98	13,46	23,59
3 <sup>o</sup> Natron .....	45,52	56,87	54,86	11,89	14,23	6,37 (1)
4 <sup>o</sup> Biens domaniaux et divers .....	0,59	1,86	15,28 (2)	1,28	2,16	7,01
<b>B. Timbres et P.T.T.....</b>	—	—	6,26	62,24	42,64	33,82

(1) La récolte de natron a été de 20 tonnes environ au lieu de 100 habituellement.

(2) Il y a eu en 1946 une grosse contrebande avec le Tchad.

### LE POURCENTAGE DES DÉPENSES S'ÉTABLIT AINSI

Nature de l'opération	1944	1945	1946	1947	1948	1949
<b>A. Dépenses ordinaires</b>						
1 <sup>o</sup> Fonctionn. musulmans ..	31,41	36,07	26,74	25,24	17,62	18
2 <sup>o</sup> Service médico-social....	11,17	12,28	14,84	11,32	11,37	11,63
3 <sup>o</sup> Enseignement .....	4,70	3,02	2,86	8,77	8,72	9,66
4 <sup>o</sup> Dépenses d'entretien ...	43,12	40,79	49,38 (1)	23,98	20,69	19,84
<b>B. Dépenses extraordinaires</b>	9,60	7,84	6,18	30,69	41,60	40,87 (2)

(1) De 1944 à 1946, période d'études et de mise au point du pays, gros effort de reconstruction, de là l'importance des crédits d'entretien.

(2) De 1947 à 1950, mise en application de la première partie du plan hydraulique ; le Fezzan ne pouvant supporter la dépense, elle a été en majeure partie couverte par des subventions du Gouvernement français.

Note : Il convient de remarquer que ces pourcentages ont été calculés sur le chiffre total.

## RECETTES

Rubriques budgétaires	1948	1949	Observations
Impôts dattes .....	7.086.605	3.000.000	
Impôts céréales .....	2.188.980	2.500.000	
Palmiers lagmi .....	194.820	116.400	
Patentes .....	74.000	80.000	
Droits de marché .....	4.000.086	4.004.957	
Taxes abattage .....	111.145	58.860	
Natron .....	4.800.000	1.200.000	
Biens domaniaux .....	550.000	1.200.000	
Droits actes judiciaires .....	82.108	100.145	
Débite, timbres fiscaux .....	80.000	81.250	
Recettes de P.T.T. ....	14.379.387	6.366.587	
Saisies .....	—	—	
Recettes diverses .....	179.877	119.965	
Subventions et prélèvements sur exercice antérieur .....	1.366.284	15.257.989 (1)	
<b>Total .....</b>	<b>35.093.292</b>	<b>34.086.153</b>	
<i>Pour mémoire :</i>			
<b>Remboursements prêts</b>			
1 <sup>o</sup> Agricole .....	3.000.000	3.000.000	
2 <sup>o</sup> Ravitaillement .....	16.000.000	10.000.000	
<b>Total .....</b>	<b>54.093.292</b>	<b>47.086.153</b>	

(1) La subvention du Gouvernement au budget 1949 se décompose ainsi :

1.122.285 : Crédit de la Métropole pour travaux

14.135.604 : Subvention destinée à combler le déficit.

## DÉPENSES

Rubriques budgétaires	1948	1949	Observations
Indemnités Personnel Français .....	1.349.647	2.611.009	
Matériel de commande .....	2.556.435	2.638.064	
Fonctionnaires Service Social .....	649.420	520.000	
Réceptions extraordinaires .....	109.805	99.967	
Personnel administratif .....	5.118.800	4.928.415	
Enseignement public .....	3.169.059	3.290.721	
Assistante médico-sociale .....	4.132.796	3.964.061	
Cultes .....	43.000	—	
Justice musulmane .....	710.487	683.876	
Pénitenciaire, police .....	572.000	525.415	
Trésor .....	43.159	49.224	
Régie des marchés .....	24.994	13.000	
Agriculture .....	647.605	559.646	
Elevage .....	64.800	64.998	
Artisanat .....	61.440	65.000	
Routes et pistes .....	3.965.833	2.783.439	
Bâtiments administratifs .....	1.405.030	2.406.131	
Installations mécaniques .....	2.966.839	5.071.274	
Hydraulique .....	3.993.787	1.194.612	
Lutte antipaludique .....	119.760	252.000	
Récompenses, secours .....	2.254.667	1.000.000	
Exploitation natron .....	374.993	519.956	
Fonctionnement P.T.T. ....	520.189	845.245	
Mission d'études et subventions diverses	164.420	—	
<b>Total .....</b>	<b>35.093.292</b>	<b>34.086.153</b>	
<b>Dépenses extraordinaires</b>			
1° Prêts agricoles .....	3.000.000	3.000.000	
2° Avances sur ravitaillement .....	16.000.000	10.0000.00	
<b>Total .....</b>	<b>54.093.292</b>	<b>47.086.153</b>	

# GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE

## Territoire Militaire du Fezzan

N° 845/AS-17

### NOTE DE SERVICE

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 1950, les diverses taxes seront perçues aux taux ci-dessous.

#### Taxes sur les actes judiciaires et extra-judiciaires — Mariages — Divorces

Droit fixe .....	50 francs
Recherche .....	10 —
Timbre .....	15 —
Papier .....	15 —
Droit aux employés de la Mahakma.....	10 —

#### Jugements

Droit fixe 50 francs plus les frais sus-indiqués.

#### Vente — Partage — Change

Droit fixe 15 % sur la valeur de l'objet plus les frais sus-indiqués.

#### Prêts reconnaissance de dettes

Droit 10 % sur la valeur de l'objet plus les frais sus-indiqués

#### Procuration Notoriété Témoignage Inventaire

Droit fixe de 50 francs plus les frais sus-indiqués.

#### Taxe sur les palmiers Lagmi

Portée de 150 francs à 300 francs.

#### Produits des patentes

Porté de 500 francs à 2.000 francs par an, payable en un seul versement.

#### Droits de marche

Pour tous produits sauf ceux indiqués ci-dessous :

Importation .....	5 %
Exportation .....	5 %
Transit.....	1 %

Les produits ci-dessous paieront à l'importation ou à l'exportation une taxe de 8 % : huile, thé, café, produits pétroliers, parfumerie, joaillerie.

#### Taxe d'abattage

Chameaux.....	500 francs
Moutons .....	50 —
Chèvres.....	30 —

#### Droits de timbre

Sans changement avec la note n° 586/AS-24 du 15/9/49.

#### Tabacs et alcools

Il est créé un Monopole des Tabacs au Fezzan. En conséquence, tous tabacs de provenance étrangère seront refoulés sur le territoire d'origine.

S'il y a tentative de fraude ou d'entrée clandestine le tabac sera saisi.

L'alcool en provenance de territoire étranger subira une taxe de 25 % à l'entrée.

Dans un avenir proche, il sera créé un RÉGIME DOUANIER au FEZZAN.

Des instructions seront données en temps utile.

A Fort-Leclerc, le 22 décembre 1949

Le Chef de Bataillon SARAZAC,  
Gouverneur Militaire du Territoire du FEZZAN



## CHAPITRE III

### AGRICULTURE

#### A. Tableaux des productions

Les chiffres donnés ci-dessous sont basés sur les déclarations d'impôts. Ils sont donc certainement au-dessous de la réalité. Certains fezzanais reconnaissent eux-mêmes qu'ils ne déclarent pas plus du 1/3 ou même du 1/4 de leur récolte.

#### DATTES

Les dattes constituent la principale richesse du Fezzan qui compte environ 12 millions de palmiers. Sur ce chiffre, 1/10<sup>e</sup> seulement soit un peu plus d'un million sont productifs.

Région	1944	1945	1946	1947	1948	1949
<i>Chiffres donnés en tonnes</i>						
Chatti .....	1.110	681	1.371	743	760	1.040
Sebha-Oubari .....	1.320	547	1.097	466	880	1.570
Mourzouk .....	1.030	691	1.381	744	1.050	1.007
Total .....	3.460	1.919	3.849	1.953	2.690	3.617

#### CÉRÉALES

On n'a d'indications chiffrées que pour les céréales d'hiver (blé et orge), les seules qui fassent l'objet de déclarations d'impôts.

Pour la première fois en 1950 la production de céréales permettra de faire largement face aux besoins de la population. Ce résultat a été obtenu grâce à la mise à exécution d'une première tranche du programme d'hydraulique. Les 32 puits artésiens forés jusqu'à maintenant ont permis de rendre à la culture 480 hectares. Une partie de la main-d'œuvre a été ainsi libérée de la servitude du puisage et peut se consacrer à la mise en valeur du sol. On évalue la production de céréales pour 1950 à 50.000 quintaux, soit plus du double des meilleures années précédentes.

a) *Blé*. — Plusieurs variétés sont cultivées dans les jardins des oasis. Elles sont bien adaptées au pays et donnent des résultats satisfaisants. Les chiffres de production depuis 1944 ont été les suivants (en quintaux) :

1944	1945	1946	1947	1948	1949
6.270	8.170	9.190	7.700	9.600	11.800

b) *Orge*. — Il est cultivé dans l'ensemble du pays et son rapport est meilleur que celui du blé dans les terres salées du Chatti.

<i>Chiffres de production en quintaux</i>					
1944	1945	1946	1947	1948	1949
3.040	2.330	3.200	2.520	3.400	4.060

c) *Céréales d'été (mil, sorgho, maïs).* — Ces céréales, récoltées à un moment où le blé et l'orge sont épuisés constituent un appoint important pour l'économie du sédentaire fezzanais. Ces céréales ne payant pas d'impôts, il est difficile d'en chiffrer l'importance avec exactitude. La production en est certainement supérieure, en moyenne, à celle de l'orge.

d) *Légumes.* — Les Fezzanais réservent généralement 1/7<sup>e</sup> de la superficie de leurs jardins à la culture de légumes : choux, oignons, tomates, poireaux, piments, servant exclusivement à leur alimentation.

## B. Tableau des importations et exportations agricoles annuelles

Les dattes constituent le seul produit agricole d'exportation du Fezzan. Les quantités et valeurs suivantes ont été exportées au cours de ces dernières années :

	1944	1945	1946	1947	1948	1949
Quantité en tonnes.	250	400	150	400	213	270
Valeur en francs ..	7.500.000	1.600.000	1.200.000	6.600.000	5.390.000	7.410.000

D'autre part, il y a au moins deux produits de première nécessité que le Fezzan doit importer : l'huile et le savon.

Le tableau suivant donne les chiffres, en quantité et en valeur depuis 1944 :

### Sucre :

	1944	1945	1946	1947	1948	1949
Quantité en tonnes.	70	177	125	158	101	90
Valeur en francs ...	1.450.000	3.185.000	6.100.000	8.817.000	5.805.000	15.300.000

### Huile :

	1944	1945	1946	1947	1948	1949
Quantité en tonnes.	15	50	18	10	17	7
Valeur en francs ...	615.000	275.000	1.083.000	1.462.000	2.269.000	1.138.000

## C. Elevage

L'élevage, au Fezzan, porte sur les chameaux, moutons, chèvres, comme dans tous les pays sahariens et sur les ânes utilisés pour le puisage de l'eau.

a) *Le chameau.* — Son élevage est l'apanage exclusif des nomades. Le Fezzan possède suffisamment de pâturages pour son troupeau de chameaux. Cependant, en cas de sécheresse exceptionnelle les nomades mènent leurs troupeaux dans les montagnes du sud tripolitain, la Syrte ou la région de Tarat dans les Ajjer. Le Zellaf et la ramlah d'Oubari possèdent de bons pâturages d'été.

Le troupeau du Fezzan se répartit ainsi :

Chatti	Sebha-Oubari	Mourzouk	Total
3.375	605	935	4.915

b) *Ovins et caprins.*

Les sédentaires fezzanais pratiquent un petit élevage familial qui ne porte que sur quelques têtes. La majeure partie du troupeau fezzanais est aux mains des nomades qui pratiquent cet élevage de pair avec celui des chameaux.

Cet élevage fournit aux Fezzanais une grande partie de la viande qu'ils consomment. La laine est filée et tissée sur place (70 quintaux par an environ) et l'on en confectionne des vêtements d'hommes (Djerd).

Chatti	Sebha-Oubari	Mourzouk	Total
5.100	3.130	3.000	11.130

c) *Anes.* — Utilisés pour le puisage de l'eau, ils sont très appréciés en raison des multiples services qu'ils rendent et de leur rusticité.

Chatti	Sebha-Oubari	Mourzouk	Total
1.100	3.500	2.570	6.170

#### D. Régime foncier de la propriété

Le statut juridique des terres n'est pas constant au Fezzan, on y trouve en effet :

a) Les terres de parcours des nomades : elles constituent des terres de propriété collective, aux limites imprécises et dont les droits de propriété ne sont établis que par une reconnaissance mutuelle, traditionnelle de jouissance entre les tribus nomades. Ces droits de propriété, bien que ne reposant que sur la coutume sont cependant bien définis actuellement. Aucun acte officiel n'existe, reconnaissant cette jouissance collective. Il n'existe pas non plus d'actes de transfert.

Ces terres de parcours de nomades ou semi-nomades ne bénéficient que de rares pluies et ne fournissent que de médiocres pâturages. Dans la hammada, l'absence de points d'eau rend ces pâturages peu utilisables. Ces terres sont exemptes d'impôt.

Comme elles n'ont pas été mises en valeur par le travail de l'homme, on pourrait les classer parmi les " terres mortes ", dont le droit musulman attribue la propriété au Souverain. Cependant, elles ne sont pas libres et les collectivités par une jouissance prolongée y ont acquis des droits certains.

b) Les terres de propriété privée : celles-ci sont nettement délimitées et définies sur des actes plus ou moins anciens. Elles sont susceptibles de toutes les aliénations classiques, telles que vente, mise à bail, hypothèque, etc. Parmi les actes qui les concernent, on peut distinguer :

1<sup>o</sup> *Les actes anciens* antérieurs à l'ouverture des registres officiels des Mahakmas et remontant quelquefois à plus de 400 ans. Ils comportent tous les éléments des actes réguliers (origine de propriété, part d'eau, limites de l'objet du transfert, etc.), mais ils sont établis sur papier libre et entre particuliers. Il ne leur manque que la sanction d'un sceau officiel et l'acquit des droits de timbres. Ils sont de beaucoup les plus nombreux au Fezzan.

2<sup>o</sup> *Les actes récents* qui sont passés devant le qadi et sont enregistrés sur les registres de Mahakma.

Les biens définis par ces différents actes comprennent :

a) *Les zones de labours* des oueds de BEY et de ROUAOUS où les Megarha se livrent à la culture des céréales d'hiver, profitant des pluies tombant dans cette région pendant la période hivernale ;

b) *Les zones de culture irriguées.* Ce sont les jardins où les sédentaires fezzanais se livrent à la culture des céréales d'été et d'hiver, des légumes et surtout du palmier ;

c) *Les zones de Hattia* dans lesquelles l'affleurement de la nappe phréatique permet au palmier né de semis de noyaux ou de drageons de puiser lui-même l'eau qui lui est nécessaire. Par ailleurs, le Fezzanais laisse ces palmiers sans aucun soin, en dehors de la fécondation.

— *Les terres mortes (Maxat) :*

Ces terres sont improductives et exemptes de toute servitude. D'après le droit musulman, elles sont la propriété du Souverain jusqu'à leur mise en valeur par le travail d'un homme ou d'une collectivité, dont elles deviennent alors la propriété.

— *Les terres domaniales :*

Héritage des gouvernements qui se sont succédés au Fezzan, elles ont été prises en charge par l'administration française. Elles ne comportent guère que des palmeraies.

— *Les biens sous séquestre :*

Ce sont d'anciennes propriétés privées dont les propriétaires ont été dépossédés pendant l'occupation italienne pour des raisons surtout politiques. Prises en charge au début par l'administration française, la jouissance en a été rendue à tous les propriétaires qui ont pu faire la preuve de leurs droits. Le statut de ces terres est lié au règlement à venir de la question libyenne.

## CHAPITRE IV

---

### COMMERCE

Pays essentiellement agricole, le Fezzan ne peut guère compter, au point de vue commercial, que sur l'exportation de ses dattes, en dehors de 80 tonnes environ de natron récolté dans les lacs de la ramla d'Oubari.

Les importations portent essentiellement sur le thé, le sucre, l'huile, les tissus. Le Chatti, déficitaire en céréales en importe du Djebel tripolitain. Ce sont les nomades de la Guibla qui en assument le transport et viennent le troquer contre des dattes à des taux parfois usuraires (1 kg. de blé contre 5 à 10 kgs de dattes).

Parallèlement au commerce extérieur, un commerce intérieur, alimenté par les produits agricoles ou ceux de l'artisanat local donne lieu à de nombreux échanges sur les marchés de villages.

On a enregistré, au cours de ces dernières années, une mévente des dattes du Fezzan en raison de la production excédentaire des pays de l'Afrique du Nord et de la mauvaise qualité des fruits présentés. Alors qu'en 1947, 300 tonnes avaient pu être vendues à des prix variant entre 15 et 23 francs le kilo, selon la qualité, les prix pratiqués en 1948 n'ont pas excédés 10 francs et sont tombés au-dessous de ce cours en 1949.

La balance commerciale du Fezzan est déficitaire. Le montant des exportations a été de 39.914.900 fr. en 1948 et de 31.513.500 fr. en 1949 alors que le chiffre des importations s'élevait, respectivement, pendant la même période à 61.101.457 francs et 66.715.260 francs.

On trouvera en annexe des tableaux détaillés concernant les importations et les exportations fezzanaïses.

## A. EXPORTATIONS ET

Matières	1944		1945		1946	
	Quantités	Valeurs F.	Quantités	Valeurs F.	Quantités	Valeurs F.
Dattes .....	255 T.	750.000	400 T.	1.500.000	150 T.	1.200.000
Blé .....	25 T.	360.000	70 T.	700.000	30 T.	360.000
Autres céréales .....	20 T.	120.000	35 T.	300.000	10 T.	100.000
Natron .....	40 T.	900.000	84 T.	3.800.000	51 T.	2.985.000
Peaux .....	6 T.	1.200.000	2 T.	400.000	—	—
Tissus .....	300.000 M.	15.000.000	250.000 M.	10.000.000	150.000 M.	9.000.000
Divers .....	—	400.000	—	700.000	—	200.000
Tapis .....	40 U.	55.000	50 U.	100.000	50 U.	100.000
Totaux .....	—	18.785.000	—	17.500.000	—	13.945.000

## B. IMPOR

Sucre .....	70 T.	1.450.000	127 T.	3.185.000	125 T.	6.100.000
Huile .....	15 T.	615.000	50 T.	2.750.000	18 T.	1.983.000
Thé .....	8 T.	3.040.000	19 T.	4.850.000	22 T.	5.347.000
Café .....	2 T. 5	120.000	6 T.	150.000	3 T.	285.000
Pâtes .....	4 T.	70.000	3 T. 4	68.000	5 T. 8	300.000
Savon .....	6 T.	110.000	18 T.	432.000	7 T.	370.000
Légumes secs .....	4 T.	60.000	12 T.	240.000	8 T.	240.000
Céréales .....	10 T.	60.000	60 T.	720.000	60 T.	1.500.000
Peaux .....	7 T.	1.400.000	3 T.	600.000	—	—
Tapis .....	50 U.	70.000	50 U.	120.000	150 U.	225.000
Tissus .....	500.000 M.	25.000.000	450.000 M.	17.375.000	300.000 M.	13.155.000
Laine .....	—	—	3 T. 5	105.000	10 T.	1.500.000
Divers .....	12 T.	1.300.000	18 T.	3.900.000	16 T.	3.000.000
Totaux .....	—	33.295.000	—	34.495.000	—	34.005.000

## MERCE

### RÉEXPORTATIONS

Matières	1947		1948		1949	
	Quantités	Valeurs F.	Quantités	Valeurs F.	Quantités	Valeurs F.
Dattes.....	400 T.	6.000.000	213 T.	5.390.000	270 T.	7.410.000
Blé.....	—	—	—	—	8 T.	200.000
Autres céréales.....	—	—	—	—	—	—
Natron.....	50 T.	2.400.000	115 T.	5.200.000	40 T.	2.000.000
Peaux.....	6 T.	2.400.000	10 T.	1.973.000	2 T. 8	2.260.000
Tissus.....	—	—	11.500 M.	1.837.000	41.810 M.	6.344.000
Divers.....	—	200.000	—	4.782.900	—	12.189.000
Tapis.....	100 U.	250.000	268 U.	742.000	474 U.	1.020.000
Totaux.....	—	11.850.000	—	19.924.900	—	31.423.500

### TATIONS

Sucre.....	158 T.	8.817.000	101 T.	5.805.900	90 T.	15.300.000
Huile.....	10 T.	1.462.000	17 T.	2.269.426	7 T.	1.138.000
Thé.....	32 T.	6.953.000	28 T.	7.991.000	35 T.	19.524.800
Café.....	3 T.	1.106.000	2 T.	710.000	3 T.	1.020.000
Pâtes.....	8 T.	436.000	6 T.	195.000	2 T. 7	243.000
Savon.....	4 T.	305.000	6 T.	343.160	2 T. 6	422.000
Légumes secs.....	—	—	—	—	—	—
Céréales.....	110 T.	3.965.000	80 T.	1.481.000	4 T.	160.000
Peaux.....	7 T.	2.600.000	5 T.	1.200.000	2 T.	785.000
Tapis.....	253 U.	548.000	220 U.	748.000	245 U.	1.206.580
Tissus.....	170.000 M.	10.953.000	79.997 M.	5.432.421	79.700 M.	2.606.580
Laines.....	—	—	3 T. 250	313.000	—	—
Divers.....	18 T.	2.750.000	—	14.612.841	—	24.311.720
Totaux.....	—	39.895.000	—	41.001.548	—	66.718.260

Fort-Leclerc, le 6 juillet 1950.





## CHAPITRE V

### TRAVAUX PUBLICS

Dans le domaine des travaux publics, les efforts de l'administration ont surtout porté sur l'hydraulique et l'aménagement des pistes.

#### A. Hydraulique

Des forages artésiens ont été entrepris depuis 1946 dans les trois régions naturelles du pays. En 1949, 41 forages avaient été exécutés, donnant des résultats variés selon les régions prospectées et les conditions techniques d'exécution ; 9 forages, dont 1 à grande profondeur, n'ont donné aucun résultat.

22 forages pratiqués entre 30 et 60 mètres sont en activité.

10 forages exécutés avec des moyens mécaniques modernes ont donné des débits artésiens moyens de l'ordre de 20 litres-seconde.

Il a été également procédé à l'approfondissement par sondeuses de nombreux puits existants.

Les parcelles remises en culture en 1949, à la suite des travaux d'hydraulique, représentent une superficie de 480 hectares, entièrement redistribués à la population.

Le programme d'hydraulique pour 1950 comporte :

4 sondages artésiens ;

l'aménagement d'un puits avec canalisations étanches ;

l'installation d'un certain nombre de norias sur puits à dalou pour familiariser la population avec ce système de puisage d'un rendement bien supérieur au procédé traditionnel.

#### B. Routes et pistes

Les Italiens avaient établi un réseau intérieur de pistes carrossables empruntant chacune une des vallées de peuplement du Fezzan et les avaient reliées entre elles. Etablis en Tripolitaine, ils avaient assuré la liaison avec la côte par deux grandes pistes.

Le réseau intérieur comportait :

La piste du Chatti, de Kneir à Edri par Brak ;

La piste de l'Ajal de Sebha à Ghat par Oubari et Serdeles ;

La piste de Sebha à Mourzouk par Ghoddoua ;

La piste de Sebha à Gatroun par Oum el Araneb.

Le réseau extérieur :

La piste de Sebha à Misourata, comportant le passage des dunes de Kneir et de Bou Njem et la traversée du Djebel Soda ;

La piste du Chatti à Tripoli, partant de Brak et passant par Choueiref, El Gueria et Mizda.

Depuis 1946, l'administration française a fait un gros effort, impliquant une dépense de l'ordre de 41 millions de francs, d'une part, pour entretenir et améliorer les pistes existantes ; d'autre part, pour construire de nouvelles voies d'accès.

Les appropriations de crédits ont été les suivantes :

1946.....	1.500.000 francs
1947.....	4.000.000 —
1948.....	8.000.000 —
1949.....	16.500.000 —
1950.....	11.000.000 —

Le réseau intérieur a été entièrement remis en état et amélioré :

piste d'Edri à Brak ;  
piste de Brak à Sebha et Mourzouk par Kneir ;  
piste de Mourzouk à Tmessa par Oum el Araneb et Zouila ;  
piste de Sebha à Ghat par Oubari et Serdeles.

A l'intérieur du territoire ont été construites ;

la piste d'Aouinet Ouenin à Edri, qui raccourcit de 200 kilomètres le trajet sur Gabès et permet d'éviter le passage difficile du col Méquillet ;  
la piste de Sebha à Brak au travers du Zellaf ;  
La piste directe de Sebha à Oum el Araneb ;  
la piste d'Oum el Araneb à Gatroun.

Ce réseau intérieur, entretenu en permanence, demeure facilement praticable pour tous véhicules.

En ce qui concerne les relations avec l'extérieur les pistes suivantes ont été construites :

— piste sur la Tunisie par Sinaouen et Derdj ;  
— piste de Ouragla par Fort-Flatters et Aouinet Ouenin ;  
— piste du Tchad par Gatroun, Ouigh es Seghir, Ouigh el Kebir, Korizo.

Enfin les axes Fezzan-Tripolitaine ont été entretenus dans la partie qui se trouve en territoire fezzanais.

La substitution aux pistes de véritables routes goudronnées nécessiterait, pour le seul réseau intérieur une dépense de l'ordre de 1 milliard 964 millions, laquelle ne saurait être envisagée pour le moment.

## CHAPITRE VI

### ÉDUCATION ET RENSEIGNEMENT

La préoccupation essentielle de l'administration, en matière d'enseignement, a été l'organisation de la lutte contre l'analphabétisme. Le territoire comptait, en effet, au moment de son occupation, une grande majorité d'illettrés absolus et une faible minorité dont les connaissances ne dépassaient jamais le stade de la lecture, de l'écriture et de l'arithmétique élémentaire.

Les difficultés que rencontre le développement de l'enseignement au Fezzan sont celles qui se présentent dans les pays où le développement social est entravé par le manque de ressources, où les maîtres sont difficiles à trouver et les familles incapables de suppléer, même partiellement, à l'insuffisance numérique du personnel enseignant.

Deux méthodes s'offrent pour le développement de l'instruction primaire dans les pays scolairement arriérés : l'on peut s'accorder des délais assez longs en s'efforçant de ne donner jamais qu'un enseignement de qualité ; l'on peut au contraire, préférer assurer à une plus grande partie de la population d'âge scolaire un enseignement élémentaire qu'il est relativement moins difficile de mettre à leur portée.

Au Fezzan c'est la seconde méthode qui a été choisie. L'administration se propose de réaliser un programme où les connaissances théoriques ne seront pas négligées mais n'auront, toutefois, pas la prééminence sur les questions d'ordre pratique. Le premier objectif à atteindre est de donner à chaque fezzanais le moyen d'entrer, par la lecture et l'écriture, en contact avec le monde extérieur, les réalités quotidiennes de l'évolution du pays et de participer à la vie du territoire. Le programme comporte également l'initiation aux pratiques agricoles modernes pour assurer une meilleure mise en valeur des terres, dont dépend, au premier chef, la prospérité du territoire.

\* \*

En 1940 la situation, lors de l'occupation italienne était la suivante :

Des centres scolaires fonctionnaient à Edri, Brak, Mourzouk, Jedid et Berguen. Les écoles comprenaient deux classes, l'une pour l'enseignement de l'italien, l'autre pour celui de l'arabe.

Les locaux étaient très modestes et seuls les groupes scolaire de Brak et Jedid, construits en 1935, offraient des installations suffisantes. L'école de Berguen était inachevée. Celle de Mourzouk comportait deux petites salles au sol de terre battue, peu aérées et mal éclairées.

L'administration française trouva ces écoles fermées du fait de la guerre. Le mobilier avait été emporté, les portes et les fenêtres arrachées et le matériel scolaire complètement détérioré. Les seules écoles coraniques de villages continuaient à fonctionner.

\* \*

11 établissements d'enseignement primaire ont été créés à Jedid, Mourzouk, Oubari, Brak, Agar, Berguen, Ouenzerik, Edri, Bens Baya, Traghan, Gatroun. Dans chacun d'eux les installations d'hygiène indispensables, des douches, une cuisine pour la cantine scolaire, un réfectoire, ont été installés.

Chaque année, à la rentrée d'octobre ou au premier passage du médecin dans le centre, tous les enfants sont examinés et vaccinés. L'instituteur tient un registre et établit des fiches médicales individuelles sur lesquelles le médecin consigne, à chacun de ses passages périodiques, ses observations et indique le traitement à suivre.

Les élèves atteints de trachome, conjonctivite, teigne etc... sont soignés, chaque matin, gratuitement, à l'infirmerie locale. Les enfants déficients sont pris en charge par le service de Santé qui leur fait suivre un régime de suralimentation. Des distributions de quinine sont faites régulièrement.

La sous alimentation permanente des enfants fezzanais nécessitait un gros effort. Chaque élève bénéficie, chaque jour, d'un repas chaud (pâtes, couscous, semoule etc...) et d'une ration de 200 grammes de pain. En outre, pendant l'hiver, une boisson chaude est servie chaque matin, avant l'entrée en classe.

Depuis 1947 chaque élève reçoit gratuitement le métrage de tissu nécessaire à la confection de vêtements de modèle local.

\* \*

Les élèves de ces établissements ont toute liberté pour suivre l'enseignement religieux en dehors des heures de classe.

Il existe, d'autre part, dans chaque village une ou plusieurs écoles coraniques qui fonctionnent en toute indépendance, mais qui ne bénéficient pas moins de la sollicitude de l'administration. Elles groupent environ 2.000 élèves.

\* \*

Le personnel enseignant signale que les enfants fréquentent régulièrement l'école à laquelle ils sont inscrits et que le chiffre des absences ne dépasse pas 4 % de l'effectif. Il déplore, toutefois, le peu d'intérêt que les parents semblent porter à la scolarisation de leurs enfants. Pour différentes raisons : nomades partant au pâturage, manque de ressources nécessitant le travail aux champs de l'enfant, et également pour d'autres raisons moins valables, 40 élèves n'ont pas repris leurs cours à la rentrée de 1949.

Dans les écoles où exercent des instituteurs français (7 pour l'ensemble du Fezzan) une cinquantaine d'élèves ont atteint le niveau de la seconde année du cours élémentaire ou du cours moyen (niveau d'enseignement de l'Algérie).

\* \*

Une initiative a été prise en octobre 1949 : celle de grouper en un internat, à Brak, les meilleurs élèves de la région du Chatti. Ceux ci sont logés et nourris gratuitement pendant toute la durée de l'année scolaire. Cette expérience a donné de bons résultats. Dès maintenant les demandes de bourses d'internat pour 1950 dépassent la capacité des installations.

\* \*

Le programme de développement établi en 1950 est fondé sur les principes suivants :

- 1° Scolariser le plus grand nombre possible d'élèves ;
- 2° Enseignement parallèle de l'arabe et du français ;

### 3<sup>e</sup> Création d'un établissement d'enseignement technique, artisanal et agricole.

Le programme comporte l'ouverture de plusieurs groupes scolaires nouveaux, dont certains sont déjà en construction. Les 17 moudiriats du territoire vont être dotées, dans les moindres délais, chacun d'une école élémentaire où la durée des études sera de 2 à 5 ans. L'enseignement français y sera donné par un moniteur fezzanais.

3 écoles primaires supérieures seront ouvertes à Sebha, Brak et Mourzouk, chefs lieu de subdivisions. Les élèves recrutés sur place ou dans les écoles de la moudiriats y perfectionneront leurs connaissances en arabe et en français. La durée minimum des études y sera de 4 ans au terme desquels les élèves les mieux doués seront admis dans un établissement d'enseignement supérieur qui sera créé à Sebha.

Enfin trois centres agricoles (Sebha, Brak, Mourzouk) et un centre artisanal (Mourzouk) où le cycle des études sera de deux ans permettront de donner un embryon d'enseignement technique.

De jeunes fezzanais, ayant terminé leurs études primaires, se verront attribuer des bourses pour parfaire leur études dans des établissements musulmans d'Algérie où des facilités leur seront consenties. Le territoire compte également profiter des bourses d'enseignement qui pourraient être mises à sa disposition par les Nations Unies.

\*  
\* \*

Ce programme d'enseignement, réparti sur dix ans, implique un engagement de crédits de l'ordre de 72 millions de francs auquel il convient d'ajouter les émoluments du personnel enseignant, soit 8 millions de francs.

Les dépenses engagées par le territoire pendant les trois dernières années pour l'enseignement public ont été de 2.057.578 francs en 1947, 3.469.000 francs en 1948 et 3.690.000 francs en 1949



## CHAPITRE VII

### HYGIÈNE ET SANTÉ PUBLIQUE

#### A. Considérations générales

L'effort de l'administration pour améliorer les conditions d'hygiène et de santé du pays, s'est poursuivi selon un plan établi de longue date.

La formation d'un personnel infirmier fezzanais est en cours. A l'heure actuelle, chaque infirmerie-dispensaire, poste de secours ou salle de visite emploie des gens du pays, formés par les soins des médecins de l'administration. Les infirmiers actuellement en service sont astreints à des stages de perfectionnement. Les plus capables doivent être envoyés à Tunis et à Alger où ils suivront des cours dans des établissements spécialisés.

Au point de vue des locaux hospitaliers chacun des 80 villages du Fezzan va être pourvu des installations indispensables, permettant au médecin et à l'infirmier de donner leurs soins dans les conditions les meilleures. L'infirmerie-dispensaire de Brak a été dotée d'une salle d'opérations. Chacune des trois régions du territoire (Brak, Sebha, Mourzouk) dispose, maintenant, de son organisation chirurgicale.

Il convient d'ajouter que les soins dispensés par les organisations de santé publique sont entièrement gratuits.

Les malades des villages éloignés des infirmeries sont hospitalisés dans celles-ci et leur entretien est à la charge du budget du Fezzan.

En cas de maladie grave, les malades sont évacués sur Tunis, soit par avion, soit par convoi automobile. Il en est de même de ceux ressortissant de la chirurgie spécialisée. Les frais d'hospitalisation et de transport sont, dans la presque totalité des cas, à la charge du budget.

La lutte contre les maladies endémiques dont souffre le Fezzan, a été intensifiée. C'est ainsi que la proportion des habitants atteints de trachome, à des degrés divers, qui était de 95 % en 1943, est tombée à moins de 50 %. Quant au paludisme (proportion 25 % en 1943), il est pratiquement éliminé.

Un soin tout particulier a été apporté à la préservation de la santé par l'enseignement de l'hygiène et la surveillance de l'alimentation. Les mères et les enfants ont été les premiers bénéficiaires des mesures prises. Des distributions de lait condensé sont faites régulièrement dans les agglomérations principales. Les infirmiers ont charge de développer cette action jusque dans les moindres villages. La lutte pour la préservation de l'enfance aboutira à ce que la population, dont l'importance numérique ne s'est que fort peu accrue, au cours des vingt dernières années, connaisse une augmentation progressive.

## B. Nombre et composition des services actuels

a) *Médecins* : Trois médecins militaires français opèrent actuellement au Fezzan.

- Un médecin-chef à Sebha, ayant à sa charge la Subdivision de Sebha-Oubari et une grande partie des militaires en service au Fezzan.
- Un médecin à Brak pour la Subdivision du Chatti.
- Un médecin à Mourzouk pour la Subdivision de Mourzouk et les militaires du peloton de la garnison.

b) *Infirmiers* : 21 infirmiers recrutés et instruits sur place sont à la disposition de ces médecins. Ils tiennent les infirmeries de village réparties dans les trois vallées de peuplement du Fezzan et font suivre aux malades le traitement fixé par le médecin.

## C. Matériel

a) *Centres médicaux* : Chaque centre où réside un médecin est doté d'une infirmerie-hôpital.

Outre ces mesures, dans les trois subdivisions, 17 infirmeries ayant un infirmier à demeure sont ouvertes. Elles sont visitées au moins une fois par mois par le médecin de la subdivision.

Elles comportent chacune :

- 1 salle de visite et de soins,
- 1 salle de malades.

Les malades des villages environnants peuvent y être hospitalisés.

Ces différentes infirmeries sont ouvertes dans les villages suivants :

*Chatti* : Agar, Gorda, Berguen, Ouenzerik, Edri.

*Sebha-Oubari* : Semou, Gorda, Gheddoua, Bendbeya, Greifa, Oubari, Reguiba.

*Mourzouk* : Agar, Traghen, Oum el Araneb, Zouila, Gatrour.

b) *Outillage* : Le matériel et les médicaments sont entièrement à la charge du budget du Fezzan. Le matériel de chirurgie et de laboratoire ainsi que les médicaments se trouve dans les centres où réside un médecin.

Chaque infirmier a à sa disposition le matériel et les médicaments nécessaires pour assurer les traitements des maladies oculaires, du paludisme, des parasitoses, des affections pulmonaires et intestinales, les pansements et les principales injections.

c) *Importance des traitements* :

La plupart des malades sont traités sur place. Les médecins du Fezzan pratiquent sur place les interventions ressortissant de la chirurgie courante et les petites interventions oculaires (trichiasis).

## D. Statistiques

1° *Budget*

	1944	1945	1946	1947	1948	1949
Francs . . . . .	274.700	372.459	729.459	2.712.511	4.133.741	4.120.800



## 2° Nombre de malades (population musulmane) :

### Consultations visitées par les médecins :

1944	1945	1946	1947	1948	1949
18.995	5.084	5.986	6.244	18.507	16.177

### Par les infirmiers :

1944	1945	1946	1947	1948	1949
6.658	6.752	66.120	52.060	50.525	66 685

### Principales maladies et épidémies :

#### Enumération par ordre d'importance :

- Maladies oculaires (trachomateux aux quatre stades, conjonctivites aiguës, cataractes).
- Paludisme à tous les stades.
- Parasites intestinaux, vésicaux et cutanés.
- Maladies vénériennes (blennorragie et syphilis).
- Variole.
- Rougeole.
- Typhus.
- Récurrente.
- Tuberculose (surtout extra-pulmonaire).
- Alcoolisme (par vin de palme : lagmi).
- Théisme.

### Statistiques d'après les soins donnés

#### — Maladies oculaires :

**Trachome :** A l'arrivée des Français, 95 % de la population était atteinte avec 5 % de complications cornéennes et 10 % de trichiasie. Actuellement, 50 % restent atteints avec 1 % de complications évolutives et 0,25 % de trichiasie.

**Blépharo-conjonctivites aiguës :** Type Weeks ou Morax, 0,05 % chaque année en moyenne.  
**Gonococcique :** 0,05 %.

**Cataractes et cécités diverses :** 2 %.

**Paludisme :** En 1943, 25 % en moyenne (avec prépondérance à Mourzouk, Traghen, Brak. Edri et l'Ouadi Ajal) ; en 1947, 10 % seulement ; en 1950, le paludisme a pratiquement disparu.

**Bilharziose vésicale :** 0,25 % chaque année, surtout chez les enfants dans la région de Djedid.

**Parasites intestinaux :** (asoaris et oxyures principalement) ; 25 % par suite de manque de propreté.

#### Maladies vénériennes :

**Gonococcies :** 1 % des hommes consultants, surtout au stade des complications.

**Syphilis :** 1 % vu aux consultations (chancres rares), surtout formes tertiaires (nerveuses et cutanées).

**Hérédo-syphilis :** 0,25 % décelées dans les visites systématiques (écoles et nourrissons).

**Varirole :** Endémique chez les nomades depuis 1942. Petites épidémies locales chez les sédentaires.

1946 : 20 cas dans le Chatti

1947 : 200 cas environ (foyers à Tarout Semnou et Ajal).

#### Vaccination anti-variologique

1946	1947	1948	1949
18.800	7.122	6.365	4.247

**Rougeole :** en 1947, du printemps à l'hiver, 500 cas environ sur tout le territoire avec 10 % de mortalité surtout chez les enfants.

**Grippe** : Epidémie dans l'Ouadi Ajal en 1945.

**Typhus** : Une centaine de cas en été 1947 à Edri.

**Récurrente** : Très fortes épidémies en 1943, en 1944, sur tout le territoire avec 25 % de mortalité dans certains villages.

**Tuberculose** : 1 à 2 cas de forme pulmonaire, 5 à 6 cas de forme extra-pulmonaire, surtout ostéo-articulaire et péritonéales.

**Alcoolisme** : 5 à 8 cas de cirrhoses et d'éthylisme chronique dus au lagmi, surtout dans la région d'Edri.

### 3° Mesures prises contre la propagation des épidémies :

#### *Trachome*

Des instillations systématiques et quotidiennes sont faites dans les écoles et aux visites de nourrissons. Traitement par collyre au sulfate de cuivre, lutazolen comprimé, autohémothérapie lutazolée, exoseptoplix sous conjonctival et enfin opérations de trabut et Panas pour les trichiasis (140 en moyenne par an).

**Blépharo-conjonctivites** : collyres à argyrol ou protargol, sulfate de zinc, nitrate d'argent, pommade à l'oxyde jaune de mercure.

**Paludisme** : La quinacrine employée à titre prophylactique est distribuée gratuitement. La stérilisation des porteurs d'hématozoaires est assurée par la quinine (en injections ou comprimés), la quinacrine ou la prémaline.

En outre, des crédits sont ouverts annuellement au budget, pour les travaux d'assainissement des régions impaludées (empoissonnement des sources et puits, travaux d'assèchement des mares temporaires et des fossés).

L'empoissonnement effectué au moyen de petits poissons, appelés gambousses, gros mangeurs de larves de moustiques, a donné d'excellents résultats et a été généralisé.

Les crédits utilisés pour la lutte antipaludique depuis 1944 sont les suivantes :

	1944	1945	1946	1947	1948	1949
Francs .....	30.000	28.000	47.000	78.000	199.760	252.000

**Varioles-Typhus** : Vaccinations préventives.

**Rougeole et grippe** : Isolement des malades, désinfections rhino-pharyngées.

### 4° Etablissements spéciaux :

Il n'en existe pas au Fezzan. Les infirmeries possèdent des salles d'isolement des contagieux.

## E. Soins aux femmes et aux enfants

### 1° Œuvre des mères et des nourrissons

Depuis 1944, un crédit a été ouvert au budget pour cette œuvre. Ce crédit permet :

a) de distribuer gratuitement des boîtes de lait concentré pour les enfants débiles ou malades et ceux qui ne peuvent être nourris au sein par leur mère.

b) de distribuer gratuitement et mensuellement du tissu et des céréales.

Cette œuvre s'applique à tous les enfants de moins de 18 mois présentés régulièrement à la visite du médecin par leur mère ;

2<sup>o</sup> *Maternités* : Les femmes Fezzanaïses (sauf complications) répugnent à consulter pour un accouchement normal ; il n'existe pas de maternités. Les grossesses ou les accouchements compliqués sont traités à domicile ou dans les infirmeries.

3<sup>o</sup> *Soins donnés aux enfants dans les écoles* :

- Vaccination antivariolique systématique.
- Visite du médecin à chacune de ses tournées et au moins une fois par mois.
- Mensurations pratiquées à chacune de ses visites.
- Instillations systématiques de collyre par l'instituteur.
- Soins quotidiens aux élèves inscrits sur les cahiers de visite de l'école, par les infirmiers, selon les directives du médecin.

## F. Personnel médical

— *Recrutement et instruction* : Les infirmiers sont recrutés sur place. Ils sont mis en stage pour une période minimum de deux mois auprès de l'un des médecins (Sebha ou Djedid, Brak et Mourzouk). Par la suite et au moins tous les deux ans, ils viennent refaire un stage d'entretien d'une durée de 1 mois.

— *Résultats obtenus* : Les résultats obtenus sont bons en général. Les six infirmiers de 1<sup>re</sup> classe savent faire les injections intraveineuses, les autres, les injections sous-cutanées ou intramusculaires. Tous connaissent les médicaments usuels, la vaccination antivariolique, et ils sont capables d'immobiliser provisoirement une fracture. Ils savent dépister les principales maladies épidémiques qu'ils signalent au médecin lors de ses tournées.

## G. Législation sanitaire et mesures générales

— *Lois réglementant la santé publique* : Le Fezzan est soumis en principe aux règles sanitaires en vigueur en Algérie. De plus, en cas d'épidémie, le Résident édicte des règlements de circulation momentanés et prescrit les vaccinations.

— *Mesures prises pour l'éducation sanitaire des populations* :

- Propagande verbale faite par les médecins et les infirmiers.
- Démonstration d'emploi du lait concentré et du biberon.
- Installation de douches dans les infirmeries et les écoles.
- Education donnée par les instituteurs aux enfants d'âge scolaire.
- Refus de secours en cas de présentations répétées d'enfants sales et mal tenus.

## H. Importance et effets de la prostitution

La prostitution existe partout au Fezzan, surtout dans la région de Mourzouk où les mœurs ont toujours été plus libres. Les villages du Fezzan n'ont pas de maisons closes, mais partout existent des femmes de mœurs légères qui sont dépistées lorsqu'elles contaminent un homme et sont traitées obligatoirement dans un dispensaire.

## I. Service Sanitaire

a) *Sources et distribution* : Dans les villages du Fezzan, l'eau est prise directement par les indigènes dans un ou plusieurs puits. Il n'y a pas de source ou de fontaines (sauf au Chatti). L'eau vient de la nappe phréatique et est assez abondante.

b) *Analyse et purification* : Les eaux ont été analysées à l'arrivée des Français. Bactériologiquement, elles sont potables, sauf celle des lacs salés (Djedid, Mandara et les sebkhras). Dans le Chatti et à Edri particulièrement, leur teneur en sels magnésiens leur donne un goût saumâtre et entraîne chez les Européens nouveaux venus une légère diarrhée. Jusqu'ici, aucune maladie épidémique n'a eu une origine hydrique.



## CHAPITRE VIII

### CONDITION SOCIALE

L'administration française est préoccupée, dès son installation de trouver une solution aux graves problèmes sociaux qui se posaient au Fezzan. Ainsi qu'il a été dit plus haut, le territoire compte quelques familles riches, une minorité de gens moyennement aisés et une majorité de travailleurs au niveau de vie très bas. En 1943, la plus grande partie de la population était sous-alimentée.

En raison de la carence totale des initiatives privées (il n'existe au Fezzan aucune association musulmane de bienfaisance), c'est l'autorité administrative qui a dû prendre toutes les initiatives pour lutter contre la misère, augmenter le niveau de vie de la population, éviter le chômage et sa conséquence dans toutes les oasis sahariennes : l'émigration temporaire.

#### A. Prévoyance

Les Fezzanais, manquant généralement de numéraire vendent, dès la récolte, leur blé pour pouvoir acheter du thé, du sucre, des vêtements. Il en est de même lors de la récolte des dattes. Les plus pauvres ne peuvent même se procurer les instruments de travail qui leur sont nécessaires. S'ils ne sont pas aidés pécuniairement, ils ne peuvent subsister entre les semailles et la récolte. Des prêts divers leur sont consentis annuellement, toujours sans intérêt.

##### a) Prêts de semences sous forme de céréales d'hiver :

	1945	1946	1947	1948	1949
En tonnes.....	32,5	45,2	80,7	77	75

Ces prêts sont remboursables, après la récolte, en nature ou en espèces, au choix.

b) *Prêts de dattes.* — Une partie des dattes provenant de l'impôt en nature est également prêtée au cours de l'hiver, à charge de restitution à la récolte suivante.

	1946	1947	1948	1949
En tonnes.....	200	100	120	120

c) *Prêts en espèces.* — Des prêts agricoles en espèces remboursables à la récolte, en espèces ou en nature, sont consentis aux cultivateurs.

	1945	1946	1947	1948	1949
Francs .....	1.500.000	1.700.000	3.000.000	3.000.000	3.000.000

d) *Bons d'outillage.* — Ils comportent des distributions de houes, faucilles et « dalous » (sacs de cuir pour tirer l'eau) aux éléments les plus déshérités.

e) *Lutte contre le chômage.* — En dehors des travaux d'hydraulique destinés à étendre les zones de culture et qui occupent une main-d'œuvre nombreuse, il est ouvert en permanence des chantiers de piste ou de construction où des ouvriers non spécialisés peuvent toujours trouver du travail.

## B. Relèvement des classes inférieures

Il existait au Fezzan, lors de la prise en charge de l'administration française, une forme d'asservissement voisine de l'esclavage. Elle était caractérisée par l'attachement au sol, pour dettes, d'un noir employé dans les jardins au pénible travail de tireur d'eau. Il était dans la plupart des cas, rémunéré par le quart de la récolte, ce qui l'empêchait à peine de mourir de faim et ne pouvait, en aucun cas, lui permettre de se racheter.

La coutume, au Fezzan, réglait le partage de la récolte de la façon suivante :

- 1/4 au « djebbad » (tireur d'eau),
- 1/4 au « dalou » (outre de cuir servant au puisage),
- 1/4 à la semence,
- 1/4 au terrain.

Le propriétaire du jardin, fournissant le « dalou » et la semence, recevait les trois quarts de la récolte pour un travail à peu près nul. Quant au « djebbad », après six mois de travail pénible, il était obligé, pour subsister, soit de voler son patron, soit de se contenter de manger des racines d'agoul râpées, sa part et les quelques avantages en nature consentis par le propriétaire étant par trop insuffisants. Il était amené, lorsque ses vivres étaient épuisées, ce qui arrivait quelques mois après la récolte, à emprunter au propriétaire pour ne pas mourir de faim. Le remboursement de la dette, prévu pour la récolte suivante, ne pouvait généralement pas être effectué dans sa totalité, ou alors le débiteur devait emprunter à nouveau, un ou deux mois après. Cette dette était soigneusement entretenue par le propriétaire, qui possédait ainsi une arme lui permettant d'asservir l'ouvrier agricole.

Dès 1944, une décision des autorités françaises a exonéré la part du « djebbad » de l'impôt en nature sur les céréales.

En 1946, une autre initiative de l'administration a amené une révision de tous les contrats entre patrons et ouvriers sur la base de deux tiers aux premiers pour un tiers aux seconds.

Les forages artésiens permettant de mettre en valeur de nouvelles terres, dont la culture était impossible auparavant (biens « maouta », c'est-à-dire « vacante, sans maîtres »), celles-ci ont été affectées en pleine propriété à des « djebbad ». Pour dégager ceux-ci de toute servitude vis-à-vis de leurs anciens maîtres, la puissance administrante rembourse aux propriétaires les dettes contractées par les « djebbad », de telle sorte qu'ils puissent commencer l'exploitation de leur nouveau bien, libres de toute hypothèque. Elle met également à leur disposition, gratuitement, l'outillage nécessaire à la culture, les « dalou », les semences. La première expérience a été faite dans la région de Traghen où 200 parcelles de terre susceptibles d'être mises en culture à la suite de forages artésiens leur ont été distribuées.

En dehors des « djebbad », certaines classes de la société fezzanaise, comme les ouvriers agricoles et les petits propriétaires sont presque aussi misérables. Leur sort ne peut être amélioré que par l'extension des irrigations.

Cette action sociale est donc intimement liée à l'aménagement hydraulique du pays. La puissance administrante estime qu'elle doit être intensifiée, car elle constitue le meilleur moyen d'améliorer le sort de la majorité de la population du territoire, trop longtemps sacrifiée.

On trouvera, dans une note annexe, des précisions et des détails sur les mesures prises en faveur des « djebbad ».

### C. Groupement d'achat du Fezzan

Il a été constitué en 1948, une société de commerçants fezzanais, à forme coopérative, pour l'achat à l'extérieur et la répartition dans le pays des denrées de première nécessité. Cette société, présidée par M. Belgacem BADI, commerçant à Mourzouk, est alimentée par des capitaux dont la provenance est la suivante :

- a) Versements de commerçants fezzanais des villages au prorata des populations : 5.000.000 de francs ;
- b) Prêt du Gouvernement Général de l'Algérie : 5.000.000 de francs ;
- c) Avance annuelle renouvelable du budget du Fezzan. Son montant qui était de 6.000.000 en 1947, a été porté à 11.000.000 en 1948 et 10.000.000 en 1949 (même chiffre prévu pour 1950).

Ce groupement d'achat peut faire des opérations bancaires, acheter aux prix de gros les denrées nécessaires au Fezzan, et constituer un stock de sécurité. Par l'effet d'une caisse de péréquation les prix des denrées sont les mêmes sur toute l'étendue du territoire, jusque dans les villages les plus reculés. Les prix de ventes sont calculés aux taux les plus bas. Bien que le kilo de blé acheté 21 francs à Tunis ait à payer parfois jusqu'à 32 francs de transport, il est néanmoins vendu aux consommateurs à un prix moyen inférieur au prix de revient. Les prix de vente des tissus en provenance de ce groupement n'atteignant pas la moitié de ceux pratiqués par les commerçants isolés : 80 francs contre 180 et 200 francs.

Le bénéfice prélevé sur les ventes rentre pour 3 % au budget du Fezzan, au titre de droit de marché, mais il sert surtout à venir en aide aux miséreux et à amortir les prix des denrées de première nécessité.

### D. Droits des individus et libertés fondamentales

**1<sup>o</sup> Liberté de religion.** — Tous les Fezzanais sont musulmans. Ils ont entière liberté de pratiquer leur religion. Les vendredis et jours de fêtes musulmanes (Aid el Seghir, Aid el Kebir, Mouloud, Achoura) sont chômés dans les services administratifs et sur les chantiers officiels.

Des facilités sont consenties aux Fezzanais qui désirent accomplir le pèlerinage de la Mecque.

**2<sup>o</sup> Liberté de pensée.** — Aucune restriction n'est apportée à la liberté de pensée par les lois en vigueur. Si aucun journal n'est publié au Fezzan, l'entrée de la presse de Tripoli, Benghazi, Tunis, Le Caire est entièrement libre. Toute latitude est également laissée pour la constitution de partis politiques. Aucun Fezzanais n'en a, jusqu'à ce jour, formulé la demande.

**3<sup>o</sup> Egalité raciale.** — Les seuls Européens en service au Fezzan sont des militaires ou des fonctionnaires français. Le problème de l'égalité raciale ne se pose donc pas. Les Fezzanais peuvent emprunter les mêmes moyens de transport que les Européens. Ils peuvent également en être propriétaires. Les lois actuelles ne font aucune discrimination entre Fezzanais et non Fezzanais.

Il ne semble pas qu'il y ait eu dans le pays de manifestation en faveur ou contre les Italiens au moment de leur défaite.

### E. Conditions des travailleurs

Une distinction doit être établie entre les ouvriers travaillant pour l'administration et ceux qui sont employés par les particuliers.

1° *Ouvriers de l'administration.* — Ils comprennent des *permanents* qui sont attachés à différents postes et participent aux travaux de construction, jardinage, nettoyage et de mécanique ; des *réguliers* qui s'ajoutent aux équipes de construction de bâtiments, de travaux d'hydraulique, d'entretien de pistes ; des *domestiques* et enfin des *volants* recrutés au moment des appels de main-d'œuvre massifs pour les chantiers de piste ou d'hydraulique.

*Permanents :*

Ils perçoivent un traitement mensuel :

Mécaniciens (9).....	26.500 francs
Jardiniers (10) .....	4.200 —
Chaouch (6) .....	6.000 —
Courriers (3).....	4.500 —
Maître maçon (1) .....	26.500 —

Les maçons permanents perçoivent une solde journalière de 250 francs.

Tous ces employés ont droit aux indemnités de charge de famille (200 francs par mois et par enfant).

*Réguliers :*

Ils reçoivent un salaire journalier de 150 francs. Ils se répartissent ainsi :

Bâtiment .....	30
Hydraulique .....	60
Pistes .....	72

*Volants :*

Leur nombre est variable et fonction des travaux en cours. Le maxima atteint est de 600 et le minimum 200. Ils ont un salaire journalier de 150 francs.

*Heures de travail.* — La durée de la journée de travail est de 8 heures. Les vendredi et fêtes musulmanes sont chômés. Un congé annuel payé de 15 jours est accordé à tous les travailleurs. Ils sont soumis à des visites médicales périodiques. Les soins et les remèdes sont gratuits.

Les dispositions des assurances sociales algériennes sont applicables à ces travailleurs depuis 1950.

*Travail des femmes, jeunes gens et enfants.* — Aucune femme n'est employée par l'administration. De nombreux jeunes servent de domestiques aux Européens ou dans les mess. Ces emplois sont très recherchés.

2° *Ouvriers des particuliers.* — Ce sont les ouvriers agricoles et les « djebbad ». Il a été dit plus haut combien leur sort est précaire. A titre indicatif, dans la région d'Oubari :

- un « djebbad » gagne 90 kilos de blé, plus quelques avantages en nature pour 6 mois de travail ;
- un petit propriétaire, 150 kgs de blé ;
- un moyen propriétaire, 180 kgs ;
- un gros propriétaire, 560 kgs.

Le congé hebdomadaire du travail a été imposé par les autorités françaises ainsi qu'un congé annuel de 15 jours. Mais il n'a pas encore été possible de réglementer les heures de travail. Elles sont commandées par le puisage de l'eau et varient selon le débit des puits, les dimensions des parcelles. On compte qu'il faut 12 heures de travail pour assurer l'irrigation normale d'un jardin.



## ANNEXE

### NOTE SUR LA RÉVISION DES CONTRATS DES « DJEBBAD »

Lors de l'arrivée au Fezzan des troupes françaises, la situation des « djebbad » (tireur d'eau des puits à poulie pour le compte d'un propriétaire) attira l'attention des autorités. Après une enquête approfondie, ayant porté sur plus de 70 centres de culture, il fut décidé que la part de la récolte du « djebbad » serait portée du  $\frac{1}{4}$  au  $\frac{1}{3}$  et que celui-ci continuerait à jouir de tous les avantages qui lui étaient précédemment consentis :

- le « gfiz » ou dixième tous les 200 kgs environ ;
- le « dour » ou grain semencé sur les  $\frac{3}{4}$  du terrain cultivé ;
- le « gaz » ou terre mélangée avec les épis sur l'aire ;
- le « taoudi » ou poignée d'orge dans les coins ;
- le « hassida » ou glan de l'orge ;
- le « hamil » pied d'orge non moissonné, etc.

Ces mesures étaient applicables dès la récolte de 1947 dans tout le Fezzan, par contrats écrits, passés sous la responsabilité des chaoukh.

De plus, ordre fut donné aux moudirs de procéder au relevé des dettes de tous les « djebbad » avant le 15 octobre 1946.

#### Exemple de nouveau contrat des « djebbad »

Le « djebbad » qui emploie un âne lui appartenant sur le puits de son patron (on dit « chrik », associé) est majoré de 118 par rapport au contrat du « djebbad » qui n'a, selon le dicton « que sa santé ».

Ce contrat portera donc, pour les céréales :

- $\frac{1}{3}$  de la récolte, part du « djebbad »,
- $\frac{1}{8}$  de la récolte, part de l'âne, plus les avantages dits « awayyed » (énumérés plus haut).

#### Participation du « djebbad » à la récolte de dattes

Aucune coutume, sauf à Jedid et dans quelques rares centres du Chatti ne donnait une part au « djebbad » sur la récolte de dattes. Il a été décidé dans toute l'étendue du territoire :

- 1° le « djebbad » qui arrose les palmiers qu'il a fécondés devra avoir le plus beau régime de chaque palmier qu'il arrose ;
- 2° celui qui arrose un terrain sans palmiers, aura la récolte des trois beaux palmiers de son chrik ;
- 3° la coutume du « zerafa » ou dattes tombant à la récolte dans les stipes ou « kernaf » demeure inchangée ;
- 4° demeure de même inchangée la coutume du remplissage du couffin que les membres de la famille du « djebbad » apportent lors de la coupe des régimes ;
- 5° le prêt des dattes à usure ou « faiez » est rigoureusement interdit.

#### Repos hebdomadaire du « djebbad »

Les quelques heures que certains propriétaires accordent le vendredi matin aux « djebbad » (et encore est-ce pour apporter le fumier ou l'herbe) sont étendues à toute la journée du vendredi pendant laquelle ils jouiront d'un repos total.



## CHAPITRE IX

### MISE EN VALEUR DU FEZZAN

Les perspectives de mise en valeur du Fezzan se situent sur deux plans ; le plan agricole et le plan commercial, imposés par la situation géographique du pays et par l'histoire de son économie. Ces perspectives ne laissent guère de place à un développement industriel.

Le Fezzan est un groupe d'oasis occupant le fond d'une vaste cuvette d'un diamètre approximatif de 800 kilomètres. Le rebord de la cuvette est formé tantôt par des chaînes de montagnes, tantôt par d'immenses plateaux gréseux ou encore de vastes étendues désertiques. Dans la région centrale affleure, par endroits, une nappe d'eau qu'alimentent les précipitations recueillies dans la région périphérique. Dans de très rares oasis l'eau vient d'elle même à la surface. Dans la plupart des cas la nappe phréatique se trouve à 5 ou 10 mètres du sol, tandis qu'au delà de 20 ou 25 mètres on peut rencontrer une nappe profonde beaucoup plus riche.

Cette eau a permis la naissance d'une agriculture relativement développée. Elle fait apparaître le Fezzan, comparé aux autres régions du Sahara, comme un pays riche de possibilités. Sans qu'il soit permis de préciser exactement les étapes historiques de l'économie fezzanaise, il semble évident que, dans le passé certaines périodes de paix ont permis à la population de donner des soins attentifs à des travaux agricoles dont le Fezzanais d'aujourd'hui tire encore avantage. On ne peut guère expliquer autrement la naissance des imposantes palmeraies qui sont une des richesses principales du pays.

Mais il semble qu'au cours des siècles, la vocation commerciale du Fezzan ait pris le pas sur sa vocation agricole.

Le Fezzan se trouve, en effet, au carrefour des routes qui conduisent de la Méditerranée au Sahara central, et par là, à l'Afrique Equatoriale. Lorsque la totalité du commerce entre la Méditerranée et les pays de l'Afrique intérieure se faisait par caravanes, le Fezzan était un point d'escale obligé sur les routes les plus faciles et les plus courtes. L'agriculture n'était que l'activité secondaire d'un pays qui trouvait le principal de ses ressources dans l'exploitation des courants commerciaux.

Les progrès de la navigation sur les côtes africaines ont considérablement restreint ces échanges. Le commerce fezzanais n'est plus un commerce qui conduit à la mer mais un simple commerce d'échanges entre des populations sahariennes. Il est appelé à connaître un nouveau développement à mesure qu'augmentera la quantité des produits que le Fezzan pourra offrir. C'est dire en définitive, que le développement commercial du pays reste subordonné à sa mise en valeur agricole.

#### A. Agriculture

L'agriculture fezzanaise, considérée pendant des siècles comme une activité secondaire, n'a pas eu l'essor qu'elle aurait pu connaître.

Les insuffisances de l'agriculture fezzanaise peuvent être énoncées en quelques lignes : l'eau est abondante, la terre ne manque pas ; or une population de près de 45.000 habitants, à peu près uniquement occupée à des travaux agricoles arrivait péniblement à tirer du sol, en deux récoltes 25.000 quintaux de céréales, ce qui était loin de lui assurer une ration alimentaire normale.

Ce n'est qu'en 1950 que les premiers résultats des efforts entrepris par les autorités françaises pour restaurer l'agriculture fezzanaise se feront vraiment sentir. La récolte de céréales dépassera, cette année 50.000 quintaux, soit plus de 100 kilogrammes par habitant.

Les quantités de viande consommées par la population sont pratiquement négligeables. Une moyenne annuelle de 170 kilogrammes de dattes s'ajoutant aux céréales, forme la totalité d'une ration alimentaire biologiquement très disproportionnée. Les palmiers étant presque sans soins, on peut dire que tous les efforts de la population laborieuse étaient absorbés par la production d'une récolte de céréales qui, jusqu'à cette année, était notoirement insuffisante pour assurer les besoins du pays.

En fait, depuis 1943, la puissance administrante a dû assurer, chaque année, le ravitaillement du territoire en céréales pour lui permettre de subsister.

Les méthodes de culture varient peu d'un endroit à un autre. Il n'y a point de champs, mais des jardins, « suani » divisés en petites parcelles d'une superficie moyenne de 3 mètres carrés, arrosées l'une après l'autre. Presque tous les efforts du tenancier sont concentrés sur l'extraction de l'eau. Au point le plus élevé du jardin a été creusé un puit, coiffé d'un échafaudage sur lequel s'appuie un système de poulies et de cordes qui permet le va et vient d'un seau de cuir, « le dalou ». Un homme et un âne unissent leurs efforts pour remonter une quantité d'eau qui est de l'ordre de 60 litres par minute. Ils assurent le même travail, d'un rythme monotone, d'un bout à l'autre de la journée. A côté du tireur d'eau, ou « djebbad », un jeune garçon ou une femme assure la surveillance des canaux d'irrigation « seguia » et dirige l'eau, tout à tour, vers les différentes parcelles du jardin.

## B. — Le problème de l'eau

De tous les objectifs que s'est assignés la puissance administrante pour assurer la modernisation du Fezzan, le plus important a été celui d'arracher l'agriculture fezzanaise à la sujétion du puisage en amenant l'eau à la surface du sol par l'emploi de moyens mécaniques appropriés.

Le territoire possède une nappe souterraine importante qui ressort, par artésianisme, dans le Chatti et la Hofra (Traghen). L'étude géologique complète de la région a révélé la présence, en ces deux points, d'une nappe artésienne à une profondeur de 50 à 100 mètres dans le Chatti et de 40 à 80 mètres dans la Hofra. Ces eaux proviennent de vastes nappes dont on estime la profondeur à 360 mètres dans la partie orientale du Chatti et 1.500 mètres dans la partie occidentale, 200 mètres dans la Hofra et entre 200 et 1000 mètres partout ailleurs sans que l'on puisse évaluer encore les débits utiles des puits à forer.

Une première expérience a été faite par l'administration, tendant à substituer aux installations de puisage traditionnelles sommairement décrites plus haut, des pompes à moteurs. Sur 28 moteurs Bernard amenés au Fezzan en 1947, 5 seulement sont encore en état de marche. Le prix de revient d'un moteur est de 250.000 francs. L'équipement par ce moyen de la totalité des 6.000 puits du Fezzan reviendrait à 1 milliard 500 millions, en outre, le prix de vente élevé de l'essence (ou de tout autre carburant), dans un pays où elle doit être amenée par camion à travers quelque 1.500 kilomètres de désert, grève considérablement les frais d'exploitation. Enfin le temps est encore loin où tous les villages fezzanais disposeront d'un mécanicien capable de faire fonctionner convenablement les moteurs, de les entretenir et d'effectuer les réparations élémentaires qu'ils demandent. L'on peut considérer que l'expérience « moteur » s'est soldée par un échec.

Les techniciens ont alors mis à l'étude une noria à chaîne tressée et à godets en fibre de palmiers qui aurait pu être fabriquée localement. Ce type de noria est le seul engin rustique susceptible de permettre une transformation rapide des anciennes installations. Le problème de l'énergie motrice est résolu par l'existence, dans le territoire, d'un troupeau de chameau que

l'on pourrait facilement accroître. Jusqu'à maintenant ce système s'est heurté à l'incompréhension de la population, qui n'a pas encore une claire perception des avantages de la noria par rapport au « dalou ». L'administration ne désespère toutefois pas d'arriver à la persuader. Elle a fait établir par un établissement industriel, un modèle de noria en fer, entièrement usiné, qui pourra être importé à partir de 1950. Le prix de revient d'une noria de ce type, tous frais d'installation payés, sera de 200.000 francs environ. L'équipement des 6.000 puits du territoire représenterait un investissement total de l'ordre d'un milliard deux cents millions.

On avait également pensé, à un moment, aux éoliennes dont l'emploi est très largement développé en Tripolitaine. L'installation est beaucoup plus onéreuse que celle d'une noria, car elle nécessite la construction d'un bassin d'accumulation d'eau. De plus l'instrument est d'un entretien délicat. Le prix d'achat d'une éolienne est de 250.000 francs. L'installation et le bassin représentent, en sus, une mise de fonds de 400.000 francs. L'établissement de 1.500 éoliennes représenterait une dépense de 975 millions.

Restait la solution la plus intéressante : celle des puits artésiens. Une étude très complète de l'hydrologie fezzanaise a été faite, de 1944 à 1946 par des spécialistes des questions d'hydraulique saharienne : MM. LELUBRE, BELLAIR, MULLER et FEUGA. Ils ont établi un premier programme de forage à faible profondeur, réparti sur 5 ans, de 1946 à 1951, qui sera suivi d'un plan d'atteinte des nappes profondes à réaliser de 1952 à 1957.

41 puits artésiens ont été forés depuis 1944, avec des fortunes diverses. 32 expériences ont été faites dans le Chatti où les conditions étaient les plus favorables. La nappe d'eau y est en effet plus proche du sol que dans les autres régions et les propriétaires plus immédiatement sensibles aux possibilités d'amélioration de leurs cultures.

C'est dans la région spécialement pauvre de Traghen (Chatti) qu'il a été procédé à une tentative dont les résultats ont montré qu'en apportant une solution au problème hydraulique il était possible d'assurer une rénovation de la vie fezzanaise. Les 3 puits artésiens forés à Traghen et dont le débit total est de 135 mètres cubes, ont permis la distribution gratuite de 466 parcelles de terrain d'une superficie de 625 mètres carrés chacune. Les agriculteurs ont été amenés à abandonner leurs anciennes terres et à se regrouper autour des nouveaux points d'eau. Un bassin d'accumulation de 180 mètres cubes a été construit. Il permet d'emmagasiner pendant la nuit l'eau débitée par un puit. Le contenu du bassin s'ajoute pendant la journée à l'eau que les puits débitent directement dans les canaux d'irrigation.

Le prix de revient d'un puit artésien de 100 mètres de profondeur est de l'ordre de 3 millions de francs. Le Chatti comprenant 30 villages ou tribus nomades, le coût du programme de forage dans cette région ressort à 90 millions. Il est également prévu 10 nouveaux puits pour irriguer les luzernières qui fourniront le fourrage nécessaire aux troupeaux des nomades, soit une dépense supplémentaire de 30 millions.

Dans la Hofra — région de Traghen — 15 puits sont prévus soit 45 millions.

Le prix de revient d'un forage à grande profondeur est de 40 millions. Les hydrologues estiment qu'il conviendrait d'établir 25 puits de ce type, représentant une dépense d'un milliard de francs.

Le coût total de l'installation artésienne du Fezzan ressortirait donc à 1 milliard 165 millions, plus 17 forages de reconnaissance préliminaire se chiffrant à 236 millions.

Pendant les dix prochaines années la mise en valeur du Fezzan sera commandée par la multiplication des puits artésiens, par la rénovation de l'agriculture qui en résultera et par l'adaptation sociale à cette révolution technique. L'étendue relativement considérable des « mawat » ou terres mortes, facilitera la mise en valeur en simplifiant le problème foncier.

L'art de l'agriculture devra être enseigné aux fezzanais, désormais débarrassé du souci du puisage de l'eau. Ils apprendront à se servir des outils qui leur seront fournis, à travailler le sol plus profondément, à entretenir leurs terres, à adapter les cultures à la nature des sols, à utiliser des semences sélectionnées et à perfectionner leurs « seguia » de façon à éviter que l'eau n'entraîne ces semences.

L'organisation rationnelle de l'enseignement agricole ira de pair avec la mise à la disposition de la population de moyens nouveaux. En octobre 1950, un centre agricole commencera à fonctionner à Sebha.

Dans le premier programme de forage artésiens il semble que l'on ait fait trop grand cas des possibilités d'adaptation des agriculteurs et de leur faculté d'utiliser les plus grandes quantités d'eau mises à leur disposition pour valoriser de nouvelles terres. L'administration a été amenée à différer certains forages jusqu'à ce qu'un plan d'utilisation soit établi dans la région où ils devaient être effectués et que les usagers aient eut le temps de se familiariser avec cette innovation.

### C. — Aspects politiques de la mise en valeur du Fezzan

L'administration française, dans ses efforts pour transformer l'économie agricole du pays, n'a pas été sans se heurter à certaines difficultés politiques. Les méthodes hydrauliques traditionnelles favorisaient en effet le maintien d'un état social où s'opposaient deux classes nettement différenciées : d'un côté les grands et moyens propriétaires, descendants de gros commerçants ou commerçants eux-mêmes, personnages religieux, fonctionnaires ou nomades, qui possèdent la presque totalité des jardins qu'ils font cultiver ; de l'autre, les tireurs d'eau métayers et ouvriers, travaillant pour le compte de la première catégorie. Les « djebbad » (tireurs d'eau) étaient liés à leur employeur par un système de dette, faisant leur condition plus proche de celle d'un serf que d'un travailleur libre. La classe des gros et moyens propriétaires représente un quart environ de la population ; les véritables travailleurs les trois quarts (note 1).

En 1946 les autorités françaises ont porté au tiers de la récolte la part qui revient aux djebbad. Elle n'était auparavant que d'un quart. L'action entreprise devra encore être développée puisqu'une part importante du revenu, pourtant minime, du territoire revient actuellement à une infime minorité d'individus qui ne contribuent guère par leur travail, à la prospérité du Fezzan.

Les distributions de terres autour des nouveaux puits en particulier à Traghen, ayant été faites au profit de l'ensemble de la population, les djebbad se sont trouvés élevés au rang de propriétaire, une fois que l'administration a payé leurs dettes. Les grands propriétaires ont vu leurs jardins privés de l'habituelle main d'œuvre et ont été trop heureux d'accepter un lot irrigué qu'il leur faut maintenant cultiver eux-mêmes.

Le succès de la révolution technique en cours est lié à celui d'une véritable révolution sociale au terme de laquelle tous les habitants du Fezzan se trouveront intéressés, en tant que propriétaires, au bon rendement des terres qu'ils travaillent.

---

(1) Le recensement de 1947 donne les chiffres suivants :

Gros propriétaires : 1732	}	1/4 de la population
Moyens propriétaires : 10.040		
Petits propriétaires : 13.112	}	3/4 de la population
Ouvriers agricoles : 15.120		
Djebbad : 7.640		

## D. — Le problème des palmiers

Les Fezzanais délivrés de la sujétion du puisage, devront apprendre à mieux cultiver leurs palmiers de façon à leur assurer un meilleur rendement.

Les seules marques d'intérêt qu'ils donnent actuellement à leurs arbres consistent à les féconder en mai et à effectuer la récolte en novembre et décembre. En aucun cas les arbres ne sont soignés ni élagués. On estime à plus de 80 pour cent le nombre des arbres totalement négligés et qui, en conséquence, ne donnent aucune récolte.

On obtient pourtant chaque année quinze mille tonnes de fruits dont le tiers environ est vendu aux nomades du territoire ou des territoires voisins.

Un premier effort a déjà visé à augmenter la production. La fécondation a été étendue à un plus grand nombre d'arbres et certains procédés, dérivés des techniques algériennes ou tunisiennes, ont été enseignés aux Fezzanais. Ces mesures doivent être suivies d'un programme plus élaboré pour améliorer la qualité des fruits et en faire un produit d'exportation. La qualité des dattes fezzanaise, laquelle est très médiocre, ne permet pas de leur trouver un débouché intéressant. Elles ne peuvent être vendues qu'à bas prix. Si l'on peut espérer certains résultats de la sélection de plants indigènes, comme les Tassert ou les Selaoula, il convient surtout de penser à l'introduction systématique de nouveaux arbres, en particulier de Deglat, qui fournissent des fruits universellement appréciés. L'étude de l'acclimatation de diverses variétés doit être échelonnée sur une période de 15 ans. Le coût de l'introduction de 3.000 drageons et de leur entretien pendant quinze ans est de l'ordre de 65 millions. La phase de substitution de ces nouveaux plants aux arbres anciens sera longue et onéreuse sans qu'il soit possible de donner, pour le moment des évaluations chiffrées.

## E. — Les cultures nouvelles

La production des dattes, marchandise lourde et déjà abondante au Sahara, ne répond pas forcément à la vocation d'un pays qui a la possibilité de s'adonner à des cultures d'un rapport bien supérieur. Au cours de la période durant laquelle on tentera d'adapter de nouvelles variétés de palmiers, des expériences devront être faites portant sur les oliviers, les abricotiers et les divers arbres fruitiers dont la culture en terre irriguée peut être envisagée dans les pays chauds.

La culture des tomates s'est déjà avérée intéressante. Elle devra être étendue. Séchées, elles se vendent à un prix double de celui du blé. Maintenant que la récolte des céréales permet d'assurer la base de la nourriture, une place plus grande sera faite aux légumes.

Des expériences ont déjà été tentées et seront éventuellement développées, sur les fèves, le lin, les arachides, le tabac, le ricin, les plantes oléagineuses diverses.

Ainsi qu'il a déjà été dit, le développement de la production agricole du Fezzan ne pose, dans l'immédiat qu'un problème essentiel : celui de l'eau. La solution qu'il appelle a déjà été dessinée dans ses grandes lignes. Des essais que l'on peut dire concluants ont été faits. Il appartient aux géologues de définir maintenant avec précisions les régions dans lesquelles les efforts doivent être intensifiés. Un travail d'inventaire général des sols et des eaux est en cours. Il semble que ce soit dans les pays spécialement pauvres de l'Ouadi Ajel ; de l'Ouadi Etba et de la région entre Mourzouk et Zouila que les prochains travaux de forage devront être exécutés. L'introduction de cultures nouvelles dépendra de l'exécution de ces travaux.

## F. — Le commerce

Le premier objectif de la renaissance agricole fezzanaise : fournir à la population des moyens suffisants d'existence est maintenant atteint. La poursuite du programme d'hydraulique permettra de disposer rapidement d'un excédent de produits exportables qui permettront au Fezzan de figurer parmi les fournisseurs de tous les groupements humains qui vivent dans le Sahara central. Grâce à sa position géographique le territoire a pu connaître, dans le passé, des périodes de prospérité. Une économie relativement florissante lui valait alors le titre de « grenier des Ajjer ». Il peut avoir aujourd'hui l'ambition d'être bientôt le « Comptoir du Sahara », au sens où l'on comprend ce mot dans les agglomérations du sud algérien ou du sud tunisien, où l'épicier est le commerçant unique chez qui l'on trouve toutes les denrées de consommation.

À l'heure actuelle la vie commerciale du Fezzan s'articule de la façon suivante : de Tunisie ou de Tripolitaine arrivent les textiles, le thé, le sucre, l'huile, la laine, la pacotille. Ces denrées sont échangées contre du numéraire ou, quand elles sont apportées par des nomades, contre des dattes.

Une partie est consommée au Fezzan ; l'autre s'en va soit par Ghat, vers le Soudan, l'Air, le Damergou et les pays du Nigéria, soit par Gatroun sur le Kouar, le Kanem, les pays du Tchad, le Tibesti, le Borkou, l'Ouaï et le Darfour.

En échange, tous ces pays de l'Afrique centrale envoient au Fezzan des peaux, des objets fabriqués, du beurre du Tchad, du café, des textiles que le Fezzan consomme ou redistribue. Un certain nombre de commerçants, pour la plupart tripolitains ou tunisiens, réalisent des profits importants, mais qui échappent totalement à la statistique, sur les produits de consommation saharienne qui sont, pour une part production saharienne, et pour une autre part des produits importés d'Europe. L'origine du commerce portant sur les produits européens réside dans la différence des prix pratiqués dans les diverses régions bordières du Sahara, en relation avec les variations de change d'une monnaie à une autre.

Les avatars qu'a subi la vie politique du Fezzan ont pu entraver ce trafic. Ils ne l'ont jamais complètement interrompu. Depuis que la frontière entre la Libye et le Sahara français est ouverte, le commerce fezzanais s'est de nouveau tourné de ce côté et les routes traditionnelles connaissent une nouvelle activité.

Les perspectives de développement agricole du Fezzan peuvent assurer l'avenir de ces routes. Elles doivent normalement véhiculer vers les pays du Sahara les denrées alimentaires, céréales et légumes en premier lieu que, parmi tous les pays du désert, le Fezzan est seul à pouvoir fournir en suffisance. Dans le mouvement actuel les opérations de transit tiennent la place principale, les exportations de produits fezzanais excédentaires de la production fezzanaise une place accessoire. Les secondes doivent, peu à peu l'emporter sur les premières.

## G. — Le trafic routier

Pour permettre ce développement, l'effort de la puissance administrante a porté sur l'aménagement du réseau de pistes et sur l'organisation du trafic.

Le réseau routier légué par l'occupation italienne consistait, en dehors des routes locales, en deux pistes joignant le Fezzan à Tripoli et Misurata. L'administration française a voulu refaire du Fezzan une croisée des chemins du Sahara.



Une piste directe, entre Sebha et Brak, établie à travers le Zellaï, a permis de réduire le trajet entre ces deux centres de 200 à 70 kilomètres. La piste menant au sud tunisien et à Gabès, a été refaite, en particulier entre Derdj et Bir Ghazeil. Une nouvelle piste a été construite reliant Derdj à Edri par Aouinet Ouenin, raccourcissant ainsi le trajet de Gabès à Sebha de 200 kilomètres. Dès 1948 deux scrapers, trois bulldozers, un motorgrader et une niveleuse étaient en service permanent sur cette route. Sa réfection sera achevée en 1950. L'effort portera alors sur les pistes très importantes qui conduisent, d'un côté vers Ghat, de l'autre vers Gatroun et Korizo. Le tronçon de piste entre Gatroun et Oum el Araneb a déjà été aménagé.

Dès maintenant les commerçants du Tchad font régulièrement le parcours Fort-Lamy-Gatroun-Sebha. Un service commercial de liaison routière Tunis-Fort-Lamy a été expérimenté depuis 1948, sur cette même route que suivirent, deux fois par mois, de 1943 à 1946, les convois automobiles de ravitaillement de l'armée Leclerc.

A l'automne de 1950 sera établi à Sebha un poste relai sur la route commerciale Tunis-Fort-Lamy, comportant un parc de camions et un important atelier de réparations. L'ouverture d'un trafic régulier, par convois automobiles, avec le Tchad, rendra au Fezzan une part de son ancienne vocation commerciale et élargira considérablement les perspectives économiques du territoire.

## H. — Le trafic Aérien

Si le commerce saharien, dans son ensemble, doit profiter de la rentrée du Fezzan dans ses circuits, un nouveau commerce transcontinental doit pouvoir rendre au Fezzan le rôle de point d'escale qu'il a tenu jusqu'au début du siècle. Avec le développement des lignes aériennes le Fezzan a chance de trouver une place sur les grandes voies du commerce mondial.

Sebha se trouve, en effet sur la route directe conduisant des pays de l'Europe occidentale aux pays de l'Afrique centrale. Les lignes aériennes Paris-Brazzaville, Paris-Tananarive, par Zouar et Nairobi, Bruxelles-Léopoldville, Tripoli-Kano survolent normalement le Fezzan. Ce parcours raccourcira de 600 kilomètres le trajet Paris-Brazzaville tel qu'il est pratiqué à l'heure actuelle et de 1.000 kilomètres Paris-Tananarive. Au surplus les conditions atmosphériques sont généralement plus favorables au dessus du Fezzan que dans les parties plus occidentales du Sahara.

Les principaux terrains ont déjà été équipés. Les trois aérodromes principaux de Ghadamès, Sebha et Ghat disposent de la radiogoniométrie, d'émetteurs radio modernes et d'un pavillon météorologique. Le repérage des pistes, satisfaisant à Ghadamès et à Sebha, devra être amélioré à Ghat.

Le premier travail urgent consistera à baliser avec deux pistes les terrains de secours qui n'ont, en général reçu jusqu'à présent, qu'un balisage en carré. Ce travail est du reste, à faire en même temps sur les terrains de secours de l'Afrique Equatoriale française. La ligne nord-sud sera ainsi jalonnée aux points suivants : Derdj, Bir Ghazeil, Aouinet, Ouig el Seghir. En A.E.F. où Largeau et Fort Lamy seront les aérodromes principaux, des aérodromes de secours existent déjà à Wour, Zouar, Scherdas, Korotoro et Moussoro.

Une fois accomplis ces travaux essentiels, les services de l'aviation civile devront être intéressés à l'équipement de dépannage de chacun des aérodromes principaux qui reste, jusqu'à présent embryonnaire.

Quant à l'équipement hôtelier, il est déjà satisfaisant : des hôtels convenables existent, dès maintenant aux deux escales de Sebha et de Ghadamès.

## 1. — Activités économiques secondaires

L'objectif essentiel demeure de faire de ce territoire, considéré avant la dernière guerre comme l'arrière pays misérable d'un littoral relativement riche, un groupe d'oasis auquel l'abondance des eaux, l'étendue des terres cultivables et l'excellence de la position commerciale vaudront d'occuper dans le cadre de l'économie saharienne une place de choix.

La destinée proprement agricole et commerciale du Fezzan ne doit pas faire oublier quelques activités économiques secondaires dont le développement contribuera à sa prospérité.

### a) *Elevage.*

L'élevage est dans un état encore rudimentaire. Les pâturages sont trop rares pour pouvoir nourrir un troupeau important. Des statistiques (dont l'exactitude est d'ailleurs douteuse) donnent comme chiffres : 12.000 moutons et chèvres, 6.000 ânes et 5.000 chameaux.

Les sédentaires s'intéressent surtout à l'élevage des ânes, dont le rôle dans le puisage de l'eau a été expliqué plus haut. Ils les nourrissent en grande partie de dattes. L'administration a importé régulièrement, au cours de ces dernières années, des ânes du Tibesti, qui sont spécialement robustes et adaptés au désert.

Par contre l'élevage des moutons et des chameaux est avant tout, l'affaire des populations nomades qui transhument au travers des régions bordières de la cuvette fezzanaise : berbères arabisés des tribus du Nord, Toubous des confins de l'Afrique Equatoriale française, Touaregs de la frontière algérienne. Ces groupes humains se déplaçant d'un pays à un autre sans tenir compte des frontières, il est difficile d'évaluer leur importance. On l'estime approximativement à un total de 5.000 individus. Le nom de Fezzanais, réservé aux sédentaires ne leur est pas appliqué.

L'élevage qu'ils pratiquent est à peu près uniquement destiné à leur propre consommation et ce n'est que pressés par la nécessité qu'ils peuvent en venir à vendre leurs bêtes. Pour aider au développement de leurs troupeaux il convient de remettre en état les points d'eau où, pour une raison quelconque, l'eau n'arrive plus ou arrive polluée. C'est ainsi que les puits de Bir en Nahia et Bir Mangoul, dans la Hamada el Homra, ont été restaurés. Dans certains cas de nouveaux puits devront être creusés. Mais dans l'ensemble on voit mal comment on pourrait faire participer l'élevage nomade à la mise en valeur du Fezzan sans imposer aux populations intéressées une demi-sédentarisation. Dans la mesure où les grands propriétaires nomades qui vivent du travail de leurs « djebba » se trouveront dépossédés de leurs revenus, cette transformation pourra se faire d'elle-même. Chaque fois que des terres irriguées seront alloties, des distributions seront faites systématiquement à ceux d'entre les nomades qui sont déjà établis dans les villages (puits de Guirza chez les Megarha ; luzernières pour les années de sécheresse). Pour le reste des tribus il sera nécessaire, dans la mesure où elles ne se refuseront pas à toute innovation, d'établir auprès de chaque station agricole expérimentale, un centre d'élevage où des démonstrations seront faites des soins à donner aux bêtes. Ces centres favoriseront en même temps le développement d'un élevage sédentaire qui ne pourra jamais avoir que des proportions assez modestes.

Dans l'état actuel des choses les Fezzanais des oasis ne disposent que d'un cheptel ovin très restreint. Il doit être développé pour assurer à la population une ration alimentaire mieux équilibrée que celle dont elle dispose actuellement. C'est avant tout du développement des cultures fourragères que l'on doit attendre l'apparition d'un élevage familial capable de satisfaire les besoins en viande du pays. On peut considérer comme un objectif raisonnable d'arriver, en dix ans, à la constitution d'un troupeau de 50.000 ovins. L'introduction de la race barbarine à grosse queue, dont les qualités correspondent si parfaitement au climat tunisien a été mise à l'essai et a donné des résultats satisfaisants.

Le développement du troupeau de chameaux des sédentaires devra suivre un rythme analogue. Si l'on peut développer l'utilisation des norias, les Fezzanais devraient avoir un troupeau de 20.000 têtes environ, dont la nourriture serait assurée par les dattes de mauvaise qualité.

#### b) *Artisanat*

L'augmentation du nombre des moutons fournira à l'artisanat une matière première plus abondante et meilleur marché que celle offerte par les populations nomades. La laine et les peaux tiennent en effet, une place importante dans les industries artisanales, d'ailleurs peu développées au Fezzan.

La plupart des travaux relevant des techniques artisanales, sont assurés par la famille ou, au plus, dans le cadre du village. Les produits qui vont de village à village sont rares. Aucune expédition n'est faite hors du Fezzan.

A Brak et à Jedid on fabrique des sandales et des babouches ; à Jedid, Semnou et Traghen des nattes de jonc ; à Temessa des tissus ; à Gatroun et à Tedjeri des objets de sparterie. Les techniques de la poterie sont particulièrement rudimentaires. On ignore au Fezzan l'art de cuire la terre.

Mourzouk, par sa situation centrale et par sa position de très relative avant garde dans le développement des techniques artisanales bénéficie déjà d'un centre où une dizaine de maîtres ouvriers du cuir ont été réunis, avec leurs apprentis, dans un local unique, autour d'un chef de corporation. La production est faible mais mérite intérêt en raison de son caractère artistique : certains objets d'une grande finesse, comme les cuirs brodés, sont susceptibles de trouver des débouchés dans les pays de la méditerranée et en Europe.

Un centre d'apprentissage pour les menuisiers, les charrons et les mécaniciens trouvera normalement sa place à côté de l'atelier de réparations que va installer à Sebha la compagnie de transports routiers qui assure le service Tunis-Fezzan. Grâce à ce voisinage les frais de fonctionnement du centre d'apprentissage seront considérablement réduits.

### C. — Industries diverses

La production fezzanaise n'implique, jusqu'à maintenant l'intervention d'aucune industrie de transformation. Les études entreprises pour la distillation des dattes ont été abandonnées en raison du peu d'intérêt de l'opération.

Le Fezzan possède dès maintenant une industrie d'extraction, très modeste il est vrai, celle du natron. Une centaine de tonnes de ce carbonate de soude, recueilli à la surface de lacs de la région d'Oubari, est expédié chaque année vers Tripoli ou Tunis. Les débouchés n'ont jamais été très nombreux et il ne semble pas possible d'en trouver d'autres que ceux offerts par les manufactures de tabacs d'Egypte, de Tripolitaine, de Tunisie et d'Algérie. La production est susceptible de s'accroître sans difficultés, les procédés d'extraction étant simples et la matière première relativement abondante. Mais il convient, avant de s'engager dans cette voie, d'être sûr de trouver des débouchés à une production accrue.

La question du pétrole reste dans le domaine des conjectures. Les affirmations contradictoires des géologues ne permettent pas de se faire une opinion définitive sur les possibilités pétrolières du sous-sol fezzanais.



## CONCLUSIONS

---

L'établissement d'un programme de mise en valeur du Fezzan était une chose relativement simple, du fait, tout d'abord que l'économie du pays était essentiellement agricole et commandée par des conditions géographiques et historiques qui sont communes à toutes les régions d'oasis sahariennes.

L'objectif immédiat que s'étaient fixé les autorités françaises dès l'occupation du territoire a été atteint : donner aux Fezzanais la possibilité de trouver sur leur propre sol des ressources suffisantes pour assurer leur subsistance, éveiller parmi une population vivant dans des conditions matérielles misérables et dans la crainte perpétuelle de voir revenir les temps d'insécurité la conscience de faire partie d'une communauté susceptible de se développer, faire cesser les inégalités sociales les plus criantes, organiser les premiers éléments de l'enseignement, de la santé publique et de l'hygiène.

Le second objectif de l'administration vise à augmenter la capacité de production agricole du pays par une politique de l'eau à long terme, permettant de mettre en valeur de nouvelles terres et de restaurer le rôle de ce territoire dans les grands courants commerciaux africains.

Ce but ne sera atteint qu'autant que le Fezzan pourra disposer de moyens humains et matériels suffisants. Or dans l'état actuel des choses le territoire ne peut fournir qu'une faible part des uns et des autres.

Le Fezzan ne compte aucun technicien, aucun diplômé et le nombre des personnalités capables d'assurer des charges dans une organisation moderne, est extrêmement réduit.

L'équipement du territoire ne saurait être financé par le budget fezzanais dont les ressources ordinaires resteront, d'ici longtemps, limitées. Le développement du Fezzan ne pourra être assuré que par des apports de capitaux de l'extérieur. Les conditions spéciales qui commandent l'économie saharienne impliquent que les avances qui seront faites le seront longtemps à fonds perdus.

La puissance administrante estime que, dans les conditions actuelles du territoire, et pour utiliser rapidement et de façon rationnelle les moyens dont on dispose, il conviendrait de développer des centres polyvalents qui constitueront autant de points de diffusion. Les efforts des moudirs, des instituteurs, des médecins, des agronomes, efforts entrepris en commun et qui souvent se chevauchent, verront leurs efforts répercutés dans les villages voisins par l'entremise de moniteurs scolaires, d'infirmiers, de moniteurs agricoles, dont les connaissances propres sont encore peu développées, mais qui sauront, en définitive, mener à bien l'œuvre la plus urgente.

La localisation géographique de ces centres sera pratiquement imposée à la fois par des considérations humaines et par des considérations hydrauliques. Parmi les villages relativement développés seront choisis ceux où l'eau peut être amenée à la surface sans effort et où, par conséquent, les hommes peuvent être libérés et rendus aux tâches que leur impose la mise en valeur de nouvelles terres.

